

La plaine de la Ruzizi

**UN CARREFOUR
DE CONFLITS ET
DE VIOLENCE**

**Judith Verweijen,
Juvénal Twaibu,
Oscar Dunia Abedi et
Alexis Ndisanze Ntababarwa**

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS / MAI 2020

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Judith Verweijen est professeure adjointe en relations internationales à l'Université de Sheffield. Elle a publié largement sur la sécurité, la militarisation, la violence, les conflits et la gouvernance à l'est du Congo.

Juvenal Twaibu Bilongwe est chercheur principal au Centre Indépendant des Recherches au Sud-Kivu (CIRESKI) basé à Uvira et chercheur avec le Baromètre Sécuritaire du Kivu. Il est aussi un avocat en droit public international.

Oscar Dunia Abedi est un chercheur associé du Groupe d'Étude sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH) à Bukavu. Il a plus de quinze ans d'expérience dans le domaine de la recherche sur les conflits et les droits humains à l'est du Congo.

Alexis Ndisanze Ntababarwa est le coordinateur de l'ONG Ministère de Réconciliation et Droits Humains (MRDH). Il est chercheur, consultant et avocat en droit public international.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot
Directeur de recherche : Christoph Vogel
Responsable projet et formation : Michel Thill
www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia
Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa
www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker
www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette
Traduction : Martial Elfi Kashori
Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2020 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique

Traduction française © 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



La plaine de la Ruzizi

**UN CARREFOUR
DE CONFLITS ET
DE VIOLENCE**

**Judith Verweijen,
Juvénal Twaibu,
Oscar Dunia Abedi et
Alexis Ndisanze Ntababarwa**



Sommaire

exécutif

Depuis plus de deux décennies, la plaine de la Ruzizi (province du Sud-Kivu) ne cesse d'être le théâtre de conflits et de violences. Au fil du temps, les modèles et la dynamique des conflits et de la violence ont considérablement évolué. Si la dynamique des conflits était autrefois liée principalement à la contestation du pouvoir coutumier, souvent présentée sous la forme d'un conflit intercommunautaire, ces dynamiques ont évoluées.

Liée à ces conflits, la violence a entraîné des dilemmes en matière de sécurité locale. Les groupes armés se sont donc mobilisés pour assurer la protection de leur communauté, bien que souvent sous l'impulsion d'entrepreneurs politiques et militaires poursuivant des objectifs plus personnels. La violence est aujourd'hui essentiellement liée aux stratégies génératrices de revenus des groupes armés, qui incluent des vols à main armée, des cambriolages, des assassinats, des enlèvements avec demande de rançon ainsi que le pillage du bétail.

Les conflits interpersonnels liés aux dettes, affaires familiales et rivalités alimentent également la violence de manière considérable. Les tensions régionales ainsi que les activités des groupes et forces armés extérieurs sont devenues une nouvelle source d'instabilité ces dernières années. Malheureusement, les efforts de stabilisation ont largement négligé l'évolution des moteurs de la violence ou n'ont pas été en mesure de les aborder. Ils se sont principalement limités à la résolution des conflits locaux, avec moins d'efforts pour traiter des facteurs supra-locaux, tels que le comportement des élites politiques et de l'armée nationale, et les tensions géopolitiques entre les pays de la région des Grands Lacs. Il est ainsi nécessaire que ces dimensions soient intégrées dans les futurs efforts de stabilisation.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 UN PASSÉ MARQUÉ PAR LE CONFLIT ET LA VIOLENCE	10
2.1 L'époque précoloniale et coloniale	10
2.2 L'après-indépendance (1960-1996)	13
2.3 Les guerres du Congo et leurs conséquences (1996-2011)	18
3 DYNAMIQUES CONTEMPORAINES ET ACTEURS DU CONFLIT	24
3.1 Le conflit au sein de la chefferie de la plaine de la Ruzizi	24
3.2 Les conflits intracommunautaires de succession du pouvoir coutumier	30
3.3 Les conflits fonciers	37
3.4 Les conflits agropastoraux et le pillage du bétail	40
4 DYNAMIQUES CONTEMPORAINES ET ACTEURS DE LA VIOLENCE	46
4.1 Un paysage des groupes armés de plus en plus instable	46
4.2 Les moteurs changeants de la mobilisation armée	50
4.3 Le modus operandi des groupes armés et leurs emprises sociales	56
4.4 Les dynamiques régionales	62
5 LES EFFORTS INTERNATIONAUX DE STABILISATION DANS LA PLAINE	68
5.1 Une approche simpliste du conflit comme étant « ethnique »	69
5.2 Une implication limitée dans les dynamiques supra-locales du conflit et de la violence	72
5.3 Une approche axée sur la dynamique des conflits, plutôt que celle de la violence	76
6 CONCLUSION ET CONSIDÉRATIONS POLITIQUES	79
7 BIBLIOGRAPHIE	81
ANNEX: CARTE DE LA PLAINE DE LA RUZIZI	85

Située à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), dans la province du Sud-Kivu, la plaine de la Ruzizi occupe une position stratégique entre la chaîne des Mitumba d'un côté et de l'autre la rivière Ruzizi, qui sépare la RDC du Burundi et du Rwanda. Au cours des deux dernières décennies, cette partie du territoire d'Uvira a été le théâtre d'une violence surprenante, faisant suite à des périodes de crise antérieures. En 2012, la chefferie de la plaine de la Ruzizi a été secouée par un conflit de succession du pouvoir coutumier, entretenant une dynamique qui a conduit à un massacre très médiatisé à Mutarule en 2014. C'est principalement sur ce conflit, interprété comme un « conflit intercommunautaire » opposant les Barundi (et les Banyamulenge) aux Bafuliiru, que s'est concentrée l'attention des médias et politiques internationaux sur la plaine. Ce rapport suggère que cette interprétation du conflit en tant que « intercommunautaire » a servi de mauvais guide pour les efforts de stabilisation, même si pendant un moment (entre 2012 et 2015) le conflit de succession du pouvoir coutumier a bel et bien joué un rôle majeur dans l'insécurité de la région.

Dans ce rapport, trois questions interdépendantes sont abordées :

- Quels sont les principaux moteurs et acteurs de conflit dans la plaine de la Ruzizi ?
- Quels sont les principaux moteurs et acteurs de la violence dans la plaine de la Ruzizi ?
- Comment les efforts internationaux de stabilisation ont-ils abordé la dynamique du conflit et de la violence ?

Dans le présent rapport, il convient de préciser que la plaine de la Ruzizi englobe à la fois la chefferie de la plaine de la Ruzizi et certaines parties de la chefferie de Bafuliiru situées dans la plaine géographique. Cette analyse tient également compte de l'évolution de la situation dans les Moyens Plateaux, les montagnes de moyenne altitude qui bordent la plaine. Cette région montagneuse, qui se trouve principalement dans la chefferie de Bafuliiru, est intimement liée à la plaine sur le plan social. Elle abrite également la plupart des groupes armés actifs dans la plaine.

Le rapport démontre que la dynamique du conflit et de la violence dans la plaine de la Ruzizi présente trois caractéristiques qui illustrent de manière générale la situation sécuritaire actuelle à l'Est de la RDC. Premièrement, la nature multi-scalaire de la dynamique de conflit, qui se manifeste à plusieurs niveaux : local, provincial, national et régional (région des Grands Lacs). Lorsque les conflits s'apaisent à un niveau, les tensions à d'autres niveaux resurgissent, entraînant de nouveaux problèmes d'insécurité et faisant à nouveau rebondir des conflits qui avaient jadis perdu de leur ampleur. En 2015 par exemple, alors que le conflit de succession du pouvoir coutumier dans la Plaine commençait à s'atténuer, les tensions politiques liées à un coup d'État manqué au Burundi ont concouru à une intensification de la présence de l'opposition armée burundaise sur le sol congolais, suscitant de nouvelles tensions.

Deuxièmement, la dynamique du conflit et celle de la violence se confondent et s'entremêlent, tout en étant susceptibles de diverger. Les sphères politiques ont toujours du mal à comprendre cette particularité, car ils sont nombreux à penser que les conflits politiques et sociaux sont à l'origine de la violence. Cependant, une grande partie de la violence qui sévit aujourd'hui à l'Est de la RDC est faiblement liée, voire totalement dissociée, de ces conflits. La plaine de la Ruzizi et ses environs, en particulier les collines des Moyens Plateaux, abritent un ensemble de groupes armés généralement minuscules. La quasi-totalité de ces groupes se livrent à un large éventail d'activités de banditisme pour générer des revenus, notamment le pillage du bétail, des cambriolages, des vols à main armée (souvent à travers des embuscades) et des enlèvements avec demande de rançon. Hormis le pillage du bétail, ces activités sont largement indépendantes des conflits sociaux et politiques. Les

victimes ne sont généralement pas ciblées en raison de leur appartenance ou de leur collaboration probable avec le camp adverse dans un conflit, mais pour d'autres raisons, comme le fait qu'elles soient riches ou les rancunes personnelles de l'auteur du crime. A ce jour, les Bafuliiru de la Plaine sont les principales victimes des violences perpétrées par des groupes armés majoritairement Fuliiru.

Si le banditisme est un phénomène peu associé aux conflits sociaux, il est en général alimenté par des formes de conflits plus personnels. Le rôle des conflits interpersonnels et interfamiliaux dans l'amplification de la violence (Verweijen 2019) constitue la troisième caractéristique de l'instabilité qui règne actuellement à l'Est de la RDC. Ces conflits sont le plus souvent liés à la famille, à la dot, à l'héritage, aux dettes, à la jalousie, à l'envie, aux griefs ou aux violences passées. Les personnes mêlées à ces conflits font appel à l'intervention des acteurs armés pour éliminer leurs adversaires, en les accusant parfois de sorcellerie. De nombreuses personnes qui collaborent avec des groupes armés et qui les aident à commettre des actes de violence sont également guidées par des préférences personnelles et l'envie dans le choix de leurs cibles.

L'attention portée au conflit de succession du pouvoir coutumier et aux tensions intercommunautaires a éclipsé le caractère intime d'une grande partie de la violence qui sévit dans la plaine de la Ruzizi. Cette attention a également fait oublier les conflits intracommunautaires, plus particulièrement au sein de la communauté Fuliiru, qui ont été l'un des principaux moteurs des tensions dans la plaine. Le conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de Bafuliiru et le conflit de pouvoir dans le groupement de Luvungi-Itara, une sous-entité de la chefferie de Bafuliiru située en partie dans la plaine, en sont des exemples.

C'est ainsi que tout effort de stabilisation de la plaine de la Ruzizi doit tenir compte de l'ensemble des conflits existants, notamment les conflits intracommunautaires et les conflits plus personnels. Ces efforts doivent également identifier et s'attaquer aux moteurs de la violence, en plus de la dynamique du conflit. Les groupes armés dans la plaine de la Ruzizi se conforment en grande partie à leurs propres agendas et logiques. Par conséquent, les

efforts de résolution des conflits visant les communautés civiles ont rarement un effet direct sur leurs actions.

Suite à des années de recherche menées entre 2010 et 2019 dans différents villages de la plaine de la Ruzizi et dans les villes d'Uvira et de Bukavu ce rapport présente une analyse transversale et de longue durée.¹ Ce rapport s'appuie principalement sur des méthodes qualitatives, en particulier des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés. Ces derniers comprenaient les autorités coutumières et administratives, les leaders communautaires, les acteurs de la société civile, les services de sécurité de l'État, ainsi que les membres et dirigeants actuels et anciens des groupes armés.

Voici comment se présente la suite du rapport. La première partie retrace l'évolution historique de la dynamique du conflit et de la violence dans la plaine de la Ruzizi, de l'époque précoloniale à 2012. Le rapport présente ensuite les principaux moteurs et acteurs de la dynamique contemporaine du conflit, puis analyse la dynamique actuelle et les acteurs de la violence. La section suivante examine les efforts internationaux de stabilisation et de consolidation de la paix. La conclusion porte sur la façon dont les résultats du rapport peuvent être appliqués aux efforts de stabilisation internationale.

¹ Cette étude a été menée à Lubarika, Katogota, Kamonyi, Kibungu, Lemera, Mulenge, Luberizi, Mutarule 1 et 2, Rwenena, Kibirizi, Nyakabere 1 et 2, Sange, Kahungwe, Rusabagi, Ndunda, Kiliba, Kawizi, Kagando, Rutemba, Runingu centre, Biriba, Kabunambo, Namijembwe, Kigoma, Kigurwe, Rulimbi, Nyango, et Bwegera.

2 |

Un passé marqué par le conflit et la violence

Pour comprendre le conflit à l'Est de la RDC, il est nécessaire de recourir à l'histoire. Ainsi, il est extrêmement important d'écrire et de raconter l'histoire. Les interprétations des événements qui se sont déroulés pendant l'époque précoloniale et coloniale ont joué un rôle majeur dans les troubles qui ont suivi l'indépendance du Congo en 1960, puis dans la période qui a précédé mais aussi durant la première (1996-1997) et la deuxième (1996-2003) guerre du Congo. Les événements survenus au cours de ces périodes de violence ont, à leur tour, contribué à alimenter les souvenirs et griefs qui ont été exploités lors des phases ultérieures de mobilisation armée.

2.1 L'époque précoloniale et coloniale

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, Kinyoni, un sous-chef du roi burundais Mwezi Gisabo de la dynastie Banyakarama, s'est installé avec ses partisans sur la rive droite de la rivière Ruzizi. Cette démarche fait suite aux migrations antérieures dans la même région par son ancêtre Ntorogwe vers 1800, qui par la suite s'est déplacé vers d'autres zones. Malgré le fait que le territoire où ils se sont installés était à peine habité, il a été revendiqué par les chefs Fuliiru, qui vivaient au pied de la chaîne des Mitumba (Depelchin 1974 : 84-86). Selon un récit populaire, un conflit de plusieurs décennies a éclaté entre ceux qui étaient connus sous le nom de « Barundi », souvent décrits comme des « étrangers », et les Bafuliiru. Ce dernier groupe se considère comme la population « autochtone », c'est-à-dire celle qui est arrivée la première dans la plaine.

Ce récit est dépourvu de fondement historique et ne fait que véhiculer un certain nombre de mythes qui sont au cœur de la dynamique actuelle du conflit. L'arrivée de Kinyoni s'est produite à une époque marquée par des migrations générales des populations et une fluidité territoriale, alors qu'il n'y avait pas de frontières établies - et encore moins « internationales » (voir également Mathys 2014). Il est donc délicat de qualifier les Barundi « d'étrangers ». En outre, « les Bafuliiru » n'existaient pas ou ne s'identifiaient pas comme un « groupe ethnique » homogène à l'époque, et ils n'avaient pas non plus de territoire bien défini.

L'actuel territoire d'Uvira, avant la colonisation, était peuplé d'un ensemble de clans hétérogènes. Ce n'est qu'à l'époque coloniale que ces groupes ont fusionné en une seule « tribu » (les Bafuliiru) avec un chef suprême et un territoire bien défini. Certains de ces clans sont originaires du Burundi (comme les Bazige) ou du Rwanda (comme les Bagesera) (Muchukiwa 2006 : 23-25, 43). Ce fait historique a été ignoré par la représentation persistante des Bafuliiru comme « autochtones » et des Barundi comme « étrangers ». Les Banyamulenge ont également été qualifiés « d'étrangers ». Ce groupe d'éleveurs à prédominance Tutsi a migré avec son bétail depuis le Rwanda et le Burundi actuels vers ce qui est aujourd'hui le Sud-Kivu par vagues successives au cours du XIXe siècle, probablement à la suite de migrations antérieures (Depelchin 1974 : 65-66). Arrivés d'abord dans la plaine de la Ruzizi, la plupart d'entre eux se sont finalement installés dans les Hauts Plateaux aux confins des territoires d'Uvira, de Mwenga et de Fizi, tout en maintenant une faible présence dans la plaine autour de Bwegera.²

Les clans qui allaient plus tard constituer les « Bafuliiru » étaient loin d'être un groupe uni, comme en témoignent les disputes régulières entre leurs chefs. Depelchin explique comment, au début du XXe siècle, de graves tensions sont apparues dans la région de Ruzizi. Cette situation d'instabilité faisait suite à l'expansion territoriale progressive des chefs Barundi après qu'un certain nombre de chefs Fuliiru eurent quitté la région, en fuite devant l'avancée de l'administration coloniale belge et un groupe de mutins de l'armée coloniale. Si certaines disputes ont opposé les chefs Barundi aux chefs Fuliiru,

² Entretien avec un dirigeant Munyamulenge, Bwegera, 11 avril 2014.

beaucoup plus d'affrontements ont eu lieu entre les chefs Fuliiru, un aspect qui ne figure que rarement dans les récits classiques de l'histoire de la plaine de la Ruzizi (Depelchin 1974 : 91-96).

Le développement de la culture du coton, qui était en partie forcée, a entraîné une intensification de l'organisation économique, infrastructurelle et administrative de la plaine à partir des années 1920. Les transformations économiques introduites par les colons, qui ont fait perdre toute valeur à la monnaie indigène, ont incité de nombreux Bafuliiru des versants de la montagne à descendre et s'installer dans la Plaine. D'autres facteurs tels que la fertilité de la terre, de bons pâturages pour le bétail et des possibilités d'emploi dans le commerce ont attiré d'autres Bafuliiru. Le déplacement des populations depuis les montagnes s'est accéléré dans les années 1940 et les Bafuliiru sont devenus majoritaires sur le plan démographique dans la plaine vers les années 1950. De ce fait, les interactions entre Bafuliiru et Barundi se sont intensifiées, par le biais de relations économiques, d'échanges de bétail, de mariages mixtes et de pactes d'amitié et de sang. La majorité des membres de ces deux groupes étaient des cultivateurs, et les élites respectives possédaient également des troupeaux de bétail (Depelchin 1974 : 87-88).

Ces échanges et mariages mixtes se sont poursuivis tout au long de l'histoire. De ce fait, une majorité de la population actuelle de la plaine est d'ascendance mixte Fuliiru-Barundi.³ Un informateur a déclaré : « Dans presque tous les foyers dans la Plaine il y a une origine burundaise, souvent la maman est Murundi, ou quelqu'un parmi les grands parents. Quelqu'un qui est 100% Fuliiru, c'est vraiment difficile à trouver »⁴ La famille royale des Barundi connaît également des mariages mixtes, puisque deux des enfants de Felix Kinyoni, l'ancien *mwami* (chef coutumier) de la chefferie de Barundi, sont mariés à des Bafuliiru.⁵ Il n'est donc pas surprenant que la plupart des habitants de la plaine évoquent aujourd'hui les ressemblances culturelles, l'assimilation et le brassage entre les Barundi et les Bafuliiru, dont la plupart

³ Entretien avec un étudiant congolais, Bukavu, 7 avril 2014 ; entretiens avec des notables Barundi, Uvira, 10 avril 2014 ; et entretien avec un *mwami* de la chefferie de la plaine de la Ruzizi, Bukavu, 16 octobre 2014.

⁴ Entretien avec un Mufuliiru issu d'un ménage mixte, Luberizi, 12 avril 2014.

⁵ Entretien avec un Murundi vivant présentement au Burundi, Bujumbura, 7 novembre 2014.

parlent la langue de l'autre. Par ailleurs, le dialecte Kirundi de la Plaine diffère du Kirundi parlé au Burundi, en raison de sa longue période d'exposition à d'autres langues, notamment le Kifuliiru.

Ces relations étroites n'étaient cependant pas exemptes de tensions. Les Barundi, qui se montraient plus coopératifs et disposés à payer des impôts, étaient privilégiés par les colonisateurs. De plus, ils étaient majoritaires sur le plan démographique dans la plaine au moment où les Belges ont commencé à développer leur administration au début du XXe siècle. Les colonisateurs leur accordèrent donc une chefferie en 1928, année qui correspond à la création des deux autres chefferies du territoire d'Uvira, à savoir celles de Bafuliiru et de Bavira (Depelchin 1974 : 87-88). Si cela a suscité des réticences chez les Bafuliiru à l'époque, les sentiments de mécontentement à l'égard de la chefferie de Barundi ne se manifestèrent réellement que dans le contexte des tensions politiques de 1960, année de l'indépendance du pays.

2.2 L'après-indépendance (1960-1996)

Une compétition politique acharnée a marqué la période précédant l'indépendance du Congo et les premières années qui ont suivi, opposant les partisans d'un Etat fortement centralisé ayant des penchants anti-impérialistes aux fédéralistes plus favorables aux puissances occidentales. Des tensions provinciales et locales sont venues s'ajouter au contexte politique, car des dizaines de partis politiques ont vu le jour, souvent issus de circonscriptions régionales et ethniques (Young 1965, Vlassenroot 2013 : 22-26). La plaine de la Ruzizi présentait également des tensions palpables, avec une concurrence socio-économique et politique parfois à forte connotation ethnique.

Au cours de l'année 1961, les Bafuliiru ont attaqué les maisons des Barundi mais aussi de certains Bafuliiru dans la plaine, pillant biens et petit bétail durant ce que l'on a appelé la « guerre de chèvres ». Cet incident est souvent considéré comme la première manifestation de « violence ethnique » entre les Barundi et les Bafuliiru, mais cette explication serait trop simpliste. Tout d'abord, il y avait une dimension de classe indéniable dans la violence. Ces attaques étaient principalement le fait des Bafuliiru pauvres des montagnes, et non de ceux

qui vivaient dans la plaine, qui étaient relativement plus aisés (Depelchin 1974 : 98).⁶ Ensuite, les attaques avaient des dimensions politiques indéniables. C'est l'ambitieux politicien Musa Marandura qui est à leur origine. Élu à l'assemblée provinciale en mai 1960, Marandura était le symbole d'une nouvelle génération de politiciens qui voulaient en finir avec l'ancien régime colonial et ses dirigeants politiques. Au lendemain de la victoire électorale des nationalistes radicaux aux élections provinciales, le *mwami* Henri Simba des Bafuliiru, perçu comme un complice du régime colonial, s'est enfui au Burundi. Par la suite, Marandura se voit confier le pouvoir sur la chefferie Bafuliiru et nomme aussitôt des loyalistes aux postes de chefs de groupement (sous-chefs) et comme nouveau personnel politico-administratif. En avril 1961, le retour d'exil d'Henri Simba confronte Marandura et ses alliés à une menace imminente de perte de pouvoir. Cette situation a probablement contribué à leur déchaînement de violence sur la chefferie de Barundi, probablement dans le but de conquérir le pouvoir (Verhaegen 1966 : 269-270, Depelchin 1974 : 55-56).

Une série de contestations a éclaté en 1963, toujours sous l'impulsion de Marandura, qui a fini par se transformer en une véritable insurrection en 1964, connue sous le nom de rébellion Simba. Une grande partie de la population de la plaine s'est enfuie au Burundi à cause de cette rébellion. Le *mwami* des Barundi s'est réfugié à Bukavu et sa chefferie a été annexée à celle des Bafuliiru. Si la rébellion Simba était essentiellement fondée sur un ensemble complexe de facteurs socio-économiques et politiques, elle revêtait parfois des connotations ethniques. La rébellion était dirigée par une classe émergente de politiciens Fuliiru, notamment Marandura, qui s'efforçaient d'établir à la fois leur propre pouvoir et un ordre politique alternatif. Leur inspiration émanait des idées de Patrice Lumumba, le premier ministre du Congo indépendant, qui a été assassiné en 1961 avec le concours des États-Unis et de la Belgique (Depelchin 1974 : 56). Les populations rurales qui étaient victimes de la chute des revenus réels dans la filière cotonnière et de la forte dévaluation de la monnaie en 1963 constituaient la base de la rébellion, surtout à Uvira. Le fait que les individus possédant une richesse visible figuraient parmi les principales cibles ne peut donc pas être considéré comme une coïncidence (Verhaegen 1966 : 259).

⁶ Entretien avec un dirigeant Murundi, Uvira, 10 avril 2014.

Les Bafuliiru constituait la majorité des partisans de Marundura, car les Barundi étaient très peu nombreux à rejoindre la rébellion. Le fait que les Barundi soient dans une situation plus aisée que celle de nombreux Bafuliiru dans les zones rurales a fait d'eux et de leurs biens des cibles idéales pour les rebelles. Lorsque l'insurrection a atteint les Hauts Plateaux, échappant à une offensive de l'armée nationale congolaise, les Simba ont commencé à piller en masse le bétail des Banyamulenge. Cela a déclenché des affrontements entre les Banyamulenge et les Simba, dont la plupart étaient des Babembe et Bafuliiru. Ces affrontements ont poussé de nombreux Banyamulenge à descendre des montagnes et s'installer dans la plaine de la Ruzizi, où une partie d'entre eux est restée après la fin de la rébellion dans les années 1967. L'ensemble de ces événements a conféré à la rébellion Simba une connotation ethnique, conduisant aussi bien les participants que les observateurs à ignorer ses motivations politiques et socio-économiques. Cette connotation ethnique a laissé des séquelles importantes dans les souvenirs souvent amers de la rébellion, qui ont constitué une sorte de réservoir que des entrepreneurs ethniques allaient exploiter à l'avenir dans les périodes de troubles politiques (Verweijen et Vlassenroot 2015).

Les tensions politiques dans la plaine ont continué à avoir des dimensions ethniques dans les années 1970 et 1980, bien qu'elles se soient principalement articulées autour des nominations et réformes administratives. Le *mwami* Felix Kinyoni, chef des Barundi, avait repris ses fonctions après son retour d'exil en 1967, mais a été suspendu à plusieurs reprises. De nos jours, nombreux sont des Barundi qui accusent les Bafuliiru d'avoir tenté de démettre leur chef de ses fonctions et de prendre la tête de la chefferie de Barundi,⁷ rebaptisée chefferie de la plaine de la Ruzizi au début des années 1970.⁸ D'autres prétendent cependant que ces événements sont également liés à la mauvaise gouvernance, notamment à des allégations de détournement

⁷ Entretiens avec des dirigeants Barundi, Uvira, 17 avril 2014 et Luberizi, 16 octobre 2015.

⁸ Les personnes interrogées avaient des avis partagés sur les causes et le moment du changement de nom. Certains ont avancé l'année 1972, d'autres l'année 1974, lorsque toutes les chefferies ont été supprimées dans le cadre de la réforme de la chefferie. Les documents administratifs indiquent que l'unité administrative de la collectivité (qui correspond à l'unité coutumière de la chefferie) s'appelait déjà « plaine de la Ruzizi » dans les années 1960. Selon certaines sources, c'est pendant la rébellion Simba que ce nom a été adopté lorsque la chefferie a été annexée à celle de Bafuliiru.

de fonds et d'ivresse publique.⁹ Il convient également de souligner que ces événements se sont déroulés dans un contexte d'efforts généraux de l'administration Mobutu pour limiter le pouvoir des chefs coutumiers et s'assurer de leur loyauté politique (Callaghy 1984 : 401-404).

La création des cités (entités de gouvernance locale non coutumières) de Sange, Kagando (Kiliba) et Uvira en 1987 a été une source de controverses encore plus importante.¹⁰ Les cités ont réduit de trois quarts la superficie de la chefferie de la plaine de la Ruzizi et l'ont privée d'importantes ressources. Les chefs ont perdu le contrôle de vastes étendues de terres, dont l'utilisation était soumise à l'impôt coutumier. En outre, ils ont été privés des recettes fiscales provenant des marchés les plus importants de la région, notamment ceux de Kiliba et de Sange. Cette mesure était d'autant plus controversée que sur les six cités mentionnées dans l'ordonnance de 1987, seules les trois qui réduisaient le territoire des chefferies de la plaine de la Ruzizi et de Bavira ont été créées, tandis que les trois prévues sur le territoire de la chefferie de Bafuliiru (à savoir Runingu, Lemera et Luvungi) ne l'ont pas été. De plus, comme l'administrateur du territoire d'Uvira a procédé à une modification unilatérale des frontières, les dimensions des trois cités étaient bien supérieures à la superficie prévue par la loi (Muchukiwa 2006 : 163-167). La transformation de Sange, Kiliba et Luvungi en communes rurales, qui sont des entités de gouvernance locale décentralisées non coutumières, suscite actuellement un débat similaire sur leur délimitation.

Des tensions politiques sur la question de l'identité nationale et de la citoyenneté zairoises se sont également intensifiées dans les années 1980, comme en témoignent les débats autour de la nouvelle loi sur l'identité nationale adoptée en 1981. Ces débats étaient de plus en plus enracinés dans un « discours d'autochtonie », fondé sur une dichotomie entre les soi-disant « fils du pays » d'une part et les « étrangers » (qui ne devraient pas jouir de la citoyenneté congolaise) d'autre part. À Uvira, cette dichotomie s'est superposée à la division entre les « rwandophones » (locuteurs du Kinyarwanda et du Kirundi,

⁹ Entretiens avec des dirigeants Bafuliiru, Uvira, 18 avril 2014.

¹⁰ Les cités ont été créées par la loi de 1982 sur la réorganisation territoriale (ordonnance-loi n° 82-0006 du 25 février 1982), qui n'a toutefois été appliquée qu'en 1987 (par l'ordonnance n° 87-238 du 29 juin 1987).

notamment les Barundi et les Banyamulenge) et d'autres groupes, plus particulièrement les Bafuliiru, les Bavira et les Babembe. Cette superposition était en grande partie dépourvue de fondement historique, ne tenant pas compte de la complexité des migrations précoloniales et regroupant des groupes aux trajectoires historiques diverses dans des catégories uniques. Pourtant, précisément en raison de sa simplicité et de son fort attrait émotionnel, le discours d'autochtonie s'est avéré une arme très puissante utilisée encore aujourd'hui à des fins politiques (Verweijen 2015).

Le débat sur la nationalité a pris une tournure de plus en plus politique à la fin des années 1980. Les candidats rwandophones ont été exclus des élections parlementaires de 1987, sous prétexte qu'ils étaient des « étrangers ». Ils ont également été largement exclus de la participation à la Conférence nationale souveraine de 1991, un organe qui devait préparer la transition du pays vers une démocratie multipartite. La même année, les Barundi ont été exclus du processus d'enregistrement lors d'un recensement controversé visant à « identifier les nationaux » dans la plaine de la Ruzizi, ce qui a provoqué des soulèvements. Les tensions se sont intensifiées lorsque des jeunes Bafuliiru ont encerclé la maison du *mwami*, Floribert Ndabagoye (fils de Felix Kinyoni depuis 1982), en criant « *Ndabagoye, Ndabagoye, obwami bwamala* » (Ndabagoye, ton règne prend fin).¹¹ Le *mwami* n'a pas eu d'autre choix que de s'enfuir au Burundi, et sa chefferie a par la suite été dirigée par des administrateurs intérimaires, principalement des Bafuliiru.

Ce bref aperçu de la période qui a suivi l'indépendance illustre la manière dont les tensions politiques et socio-économiques dans la plaine ont souvent été exprimées et interprétées sous un angle ethnique. Cette interprétation a été motivée à la fois par les évolutions politiques au niveau national, telles que les élections, et par des tensions locales spécifiques aggravées par les ambitions politiques des dirigeants locaux. Si ce passé conflictuel a été perçue comme la preuve d'une « animosité profonde » entre Barundi, Bafuliiru et Banyamulenge, il est nécessaire de garder à l'esprit les évolutions politiques et socio-économiques sous-jacentes.

¹¹ Entretien avec un dirigeant Murundi, Mutarule, 14 avril 2014.

2.3 Les guerres du Congo et leurs conséquences (1996-2011)

Tout comme la rébellion de Simba, la période des guerres du Congo a été marquée par des tensions locales, provinciales et nationales qui se sont mêlées aux logiques de la violence. Si une fois de plus, le récit général de la violence a opposé les Banyamulenge et les Barundi aux Bafuliiru, la réalité était bien plus complexe. De nombreuses tensions régnaient au sein de ces groupes, en raison de la concurrence entre leurs chefs militaires. De plus, certaines parties au conflit ont attiré des membres de groupes ethniques qui seraient opposés les uns aux autres, c'est le cas du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD).

La première guerre du Congo a eu lieu en 1996 lorsque l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL), soutenue par le Rwanda, a envahi Uvira. Ndadagoye, le *mwami* évincé des Barundi, a profité de cette situation pour revenir au pouvoir. Il est resté au pouvoir tout au long de la deuxième guerre du Congo (1998-2003), lorsqu'une autre rébellion soutenue par le Rwanda, le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie), a pris le contrôle de grandes parties de l'Est du pays. Le RCD s'est heurté à une forte résistance de la part des forces d'autodéfense appelées « Mai-Mai », composées principalement de groupes se considérant comme autochtones, notamment les Bafuliiru et les Bavira. Si de nombreux Barundi insistent sur le fait que leur *mwami* est resté neutre pendant la guerre, la plupart des Bafuliiru l'accusent de s'être rangé du côté du RCD, certains insinuant qu'il a « commencé à jouer la carte des Tutsi ».¹² Au sein des Barundi, la distinction Hutu/Tutsi n'a historiquement jamais joué un rôle de marqueur identitaire.¹³ Ce n'est que dans les années 1990, lorsque les tensions exprimées en ces termes se sont intensifiées au Burundi et au Rwanda voisins, que cette distinction identitaire a commencé à se manifester chez les Barundi.

¹² Entretien avec un étudiant congolais, Bukavu, 7 avril 2014.

¹³ Entretien avec un dirigeant Murundi, Uvira, 10 avril 2014 ; et entretien avec un chef couturier Murundi, Bwegera, 11 avril 2014.

Cette évolution résultait en partie de l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés burundais et rwandais mêlés à des combattants dans la plaine de la Ruzizi en 1993 et 1994. Ces combattants appartenaient tous à des groupes armés hutus. Dans le cas du Burundi, il s'agit principalement des Forces nationales de libération (FNL), qui combattaient des opposants Tutsi à l'époque. C'est dans ce climat de polarisation que la dynastie royale des Barundi, les Banyakarama, a commencé à être perçue comme « Tutsi » et la majorité des Barundi comme « Hutu ». Le fait que les Tutsi aient joué un rôle primordial dans la direction de l'AFDL et du RCD a eu un impact sur le parcours politique des dirigeants Barundi pendant les guerres. Les deux rébellions ont été plutôt favorables aux Barundi, et plusieurs de leurs dirigeants ont été nommés à des postes administratifs importants à Uvira, comme celui de chef de cité. Les Bafuliiru accusent également le *mwami* d'avoir utilisé sa position au sein du RCD pour manipuler les Forces de défense locales, qui avaient été recrutées et entraînées par l'armée rwandaise vers l'an 2000, en partie pour affaiblir les Mai-Mai. Bien que la plupart des Barundi nient catégoriquement ces faits, Ndagoye aurait utilisé un groupe de Forces de défense locales habillées en jaune, appelées *Majaunets*, pour des règlements de compte personnels et la répression de ses opposants.¹⁴

En 2003, le RCD a désigné Ndagoye pour le représenter en tant que membre du gouvernement de transition à Kinshasa, issu d'un accord de partage du pouvoir entre les anciens belligérants. Pour beaucoup des Bafuliiru, cela confirmait encore une fois sa relation étroite avec le RCD. Pourtant, les Bafuliiru s'étaient également ralliés à la rébellion du RCD. De nombreux membres miliciens, dont Bede Rusagara, Kilolo, Karakara et Bigaya, ont commencé comme Mai-Mai mais ont ensuite rejoint les Forces de défense locales mises en place par le RCD. Le RCD a même confié à Bede la tâche de participer aux négociations de paix à Sun City, qui ont abouti à la signature de l'Accord global et inclusif en 2002.

L'accord de paix stipulait que les branches armées de tous les belligérants, y compris le RCD et les Mai-Mai, seraient intégrées dans une armée nationale nouvellement formée, les Forces armées de la République démocratique

¹⁴ Entretien avec des dirigeants de Bafuliiru, Luberizi, 12 avril 2014.

du Congo (FARDC). Sur le terrain, les troupes devraient d'abord se répartir localement en brigades, puis s'entraîner et se redéployer ailleurs en brigades mixtes. De nombreux chefs Mai-Mai ont cependant résisté à ce processus, car ils estimaient que les brigades des FARDC auxquelles ils étaient affectés étaient dominées par le RCD. Certains ont refusé de participer au processus d'intégration de l'armée et ont préféré rester dans leur région d'origine. D'autres se sont intégrés dans un premier temps mais se sont retirés par la suite. Parmi cette dernière catégorie, plusieurs officiers, dont Mwenyemali, Bede et Karakara, ont fini par constituer de nouveaux groupes armés opérant dans la plaine et sur les Moyens Plateaux avoisinants (Verweijen 2016 : 18-19).

La même chose s'est produite du côté du RCD, où les chefs militaires ont résisté au processus d'intégration de l'armée, par souci de conserver le pouvoir. En 2004, l'ex-officier du RCD Munyamulenge et commandant de brigade des FARDC, Jules Mutebutsi, s'est rebellé, s'emparant brièvement de la ville de Bukavu. Ses actions ont provoqué une importante contre-mobilisation des FARDC, y compris des forces Mai-Mai qui en faisaient partie depuis peu, le forçant finalement à fuir au Rwanda. À Uvira, de nombreux anciens responsables du RCD ont fui vers le Burundi et le Rwanda à peu près au même moment, craignant des représailles. Cela a facilité leur remplacement par des administrateurs fidèles aux Mai-Mai, un processus dans lequel un ancien officier Mai-Mai, devenu colonel puis général dans l'armée, Baudouin Nakabaka, aurait joué un rôle important. La chefferie de la plaine de la Ruzizi a également été touchée par ces transferts de pouvoir. En 2004, un Mufuliiru nommé Kibinda a été nommé chef, et tous les chefs de groupement Barundi ont été substitués par des Bafuliiru.¹⁵ Privé du pouvoir, le *mwami* Floribert Ndagoye a entrepris d'innombrables actions de lobbying et de plaidoyer pour reconquérir le pouvoir. Cette démarche a finalement abouti en 2012.¹⁶

Si la guerre a officiellement pris fin, la décennie qui a suivi la signature de l'accord de paix n'a pas été synonyme de stabilité dans la plaine de la Ruzizi. Il convient de souligner que des groupes rebelles étrangers y sont restés

¹⁵ Ces chefs de groupement étaient Lameke à Luberizi, Soko Bin Mayeye à Kakamba, Mupanzi à Kabunambo, et Dunia Kwibe à Kagando.

¹⁶ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Sange, 14 avril 2014 ; et entretiens avec des notables de Bafuliiru, Luberizi, 12 avril 2014.

actifs, notamment un groupe de déserteurs du FNL, sous la direction de Bitagyumunyu, qui s'est livré à des embuscades et à des vols. Les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), groupe rebelle dirigé par des Hutu rwandais, contrôlaient également certaines parties de la plaine, à partir desquelles elles effectuaient des déplacements transfrontaliers à des fins de recrutement et de commerce (Rafti 2006). La brigade des FARDC déployée sur place à l'époque tolérait la présence des FDLR, reflétant les relations ambiguës de l'armée avec ce groupe. Ces relations ont radicalement changé en 2009, lorsque le mouvement rebelle CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), qui comptait de nombreux officiers de l'ex-RCD, a intégré les FARDC.

L'instabilité dans les Kivus a été aggravée par l'intégration du CNDP pour deux raisons. Premièrement, elle a entraîné un remaniement complet du commandement de l'armée et une recomposition des brigades, ce qui a déclenché une compétition et des tensions au sein de l'armée. De nombreuses désertions en ont résulté, notamment de la part d'officiers ex-Mai-Mai, qui se sont sentis marginalisés et discriminés dans la répartition des postes de commandement (Eriksson Baaz et Verweijen 2013). Un autre cas est celui d'Uvira, où Fujo Zabuloni, le fils aîné du célèbre dirigeant des Simba et des Mai-Mai, Zabuloni Rubaruba, a déserté en avril 2009. Il s'est retranché sur les Moyens Plateaux où il a créé une nouvelle rébellion, avec l'aide, semble-t-il, d'un certain nombre d'importants hommes d'affaires Fuliiru (ONU 2009 : para. 72-73). Selon le Groupe d'experts des Nations Unies, Fujo aurait également bénéficié d'armes détournées du stock de la 10ème région militaire couvrant le Sud-Kivu, sous la direction de son commandant adjoint (ONU 2009 : para. 24-25). Deuxièmement, le fait que l'intégration du CNDP ait coïncidé avec des opérations militaires de grande envergure contre les FDLR et d'autres groupes armés dans l'ensemble des Kivus a contribué à l'instabilité. Au cours de ces opérations, les FDLR ont été repoussées de la Plaine et des Moyens Plateaux vers les Hauts Plateaux, en particulier dans la forêt d'Itombwe (Verweijen 2016 : 24-25). Le retrait des FDLR a entraîné un bouleversement de la composition politique qui a déclenché une nouvelle compétition pour le pouvoir dans la plaine et les Moyens Plateaux.

En 2011, de nouvelles tensions ont été générées par un certain nombre d'événements. Il y a d'abord les élections, qui ont intensifié la compétition politique. De plus, c'était également une période de restructuration de l'armée visant à transformer les brigades en régiments, ce qui a suscité des tensions supplémentaires au sein de l'armée. De nombreux militaires ont estimé que les soldats et les officiers rwandophones, notamment ceux de l'ex-CNDP, avaient une fois de plus été favorisés. Il en a résulté que certains anciens officiers Mai-Mai qui s'étaient vu refuser des postes importants dans les régiments nouvellement formés, tels que Mwenyemali, ont déserté et sont retournés dans la brousse (Eriksson Baaz et Verweijen 2013). D'autres se sont sentis menacés par la prépondérance des officiers rwandophones au sein des FARDC. Ce fut le cas de Nyerere Bunana, un ancien officier Fuliru Mai-Mai et RCD de Kiliba qui avait intégré la Police nationale congolaise (PNC) après la deuxième guerre du Congo. Alors qu'il séjournait à Uvira dans un congé prolongé, des commandants de l'armée rwandophone ont tenté de l'arrêter pour désertion, ce qui l'a poussé à retourner en brousse. La rébellion de Nyerere était soutenue par des élites locales, dont un riche homme d'affaires de son village natal de Kiliba, et une partie de la population locale.¹⁷ Un troisième nouveau groupe armé a vu le jour en 2011, celui de Bede Rusagara, originaire de Mutarule dans la plaine de la Ruzizi. Bede a déserté les FARDC au Nord-Kivu et est retourné dans sa région natale pour créer sa rébellion. Il a recruté ses officiers parmi ceux avec qui il a servi dans les Forces de défense locales du RCD, comme Bigaya et Kilolo. La désertion de Bede semble avoir été motivée par d'autres raisons que la marginalisation des anciens officiers Mai-Mai au sein de l'armée, dans la mesure où sa désertion a été soutenue par les mêmes cercles d'ex-CNDP qui étaient devenus puissants au sein des FARDC.

Toujours en 2011, la mobilisation armée burundaise en RDC a brusquement pris de la vitesse, suite à la répression politique croissante et aux irrégularités entourant les élections locales de 2010 au Burundi. Ces événements ont forcé deux leaders de l'opposition à fuir le pays et à lancer des opérations insurrectionnelles à partir d'Uvira et du territoire voisin de Fizi. Le premier était Agathon Rwasa, chef du parti politique FNL, issu du groupe rebelle

¹⁷ Entretiens avec des membres de la société civile, Uvira, 26 octobre 2011 et 13 janvier 2012.

éponyme. Le second était Alexis Sinduhije du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD). Les deux groupes ont établi leurs bases sur le sol congolais et le FNL a entamé une collaboration avec un certain nombre de groupes Mai-Mai, dont ceux de Bede Rusagara, Fujo Zabuloni et Nyerere Bunana. Face à cette activité insurrectionnelle croissante, qui comprenait des attaques transfrontalières, l'armée nationale burundaise, la Force de défense nationale (FDN), est intervenue officieusement à Kiliba, dans la plaine de la Ruzizi, d'où elle a mené des opérations limitées contre les FNL (Verweijen 2015b et ONU 2015 : para. 83-90).

Une instabilité accrue a caractérisé l'année 2012. Certaines troupes du CNDP, qui avaient intégré l'armée congolaise en 2009, ont fait défection et ont créé une nouvelle rébellion, le Mouvement du 23 mars (M23). Avec l'appui de réseaux Rwandais, le M23, qui était basé au Nord-Kivu, a tenté de lancer des groupes satellites au Sud-Kivu. Dans le territoire d'Uvira, il s'est associé à la rébellion naissante de Bede Rusagara, qui avait brièvement rejoint le CNDP en 2008. Bede a tenté de créer une ramification du M23 appelée Alliance pour la libération de l'Est du Congo (ALEC). Ses liens étroits avec des réseaux au Rwanda et au Burundi (ONU 2012 : para. 70-81) ont suscité une méfiance extrême chez les Bafuliiru. Bede ne tardera cependant pas à remédier à son impopularité et à bénéficier d'un soutien généralisé en s'impliquant dans un conflit de succession du pouvoir coutumier dans la plaine.

3 |

Dynamiques

contemporaines

et acteurs du conflit

L'année 2012 a vu le conflit de succession du pouvoir coutumier de la plaine de la Ruzizi s'embraser après le retour au pouvoir du *mwami* Floribert Ndagagoye, suivi de son assassinat. Une mobilisation intense, politique et armée, a résulté de ce conflit qui a fini par dominer les récits d'insécurité dans la plaine, éclipsant ainsi les événements des années précédentes qui avaient déjà déstabilisé la zone. Toutefois, entre 2012 et 2015, le conflit a profondément affecté l'ordre social de la plaine, notamment en raison de l'implication d'acteurs politiques haut placés et de la violence intense causée par la prolifération des groupes armés et des forces de défense locales. Le conflit s'est ajouté à bien d'autres conflits dans la plaine, qu'il a donc amplifiés. Parmi ces derniers, figurent les luttes de succession du pouvoir coutumier dans la chefferie voisine de Bafulliru, les conflits fonciers et les conflits entre agriculteurs et éleveurs de bétail.

3.1 Le conflit au sein de la chefferie de la plaine de la Ruzizi

En 2010, Marcellin Cishambo a été nommé gouverneur du Sud-Kivu. Ayant des liens avec la famille Ndagagoye depuis sa jeunesse, il a commencé à plaider pour la réinstallation de Floribert à la tête de la chefferie de la plaine de la Ruzizi, et ses efforts ont très vite été couronnés de succès. En avril 2012, Ndagagoye s'est rendu dans la plaine de la Ruzizi pour préparer son retour auprès de la population. Cependant, peu avant la cérémonie d'intronisation,

il a été assassiné le 25 avril à Luberizi. Plusieurs personnes pensent que les assassins du *mwami* avaient des liens avec Bede Rusagara, un proche de l'administrateur par intérim de la plaine de la Ruzizi. Si quatre suspects ont été arrêtés dans cette affaire (parmi lesquels figurent quelques chefs de groupement Fuliiru), aucun d'entre eux n'a été poursuivi. Le manque de preuves en est la raison officielle, mais certains évoquent une ingérence politique¹⁸ qui serait liée aux intérêts de l'élite. Les chefs de groupement et les administrateurs intérimaires Fuliiru de la chefferie de la plaine de la Ruzizi ont usé de leur contrôle sur la région pour distribuer d'énormes étendues de terre aux élites. Les bénéficiaires de cette politique avaient donc intérêt à maintenir le statu quo.

Par la suite, les mêmes autorités locales ont décidé de faire empirer la crise dans la plaine, avec l'appui des acteurs politiques Fuliiru très influents. Pour ce faire, elles ont utilisé les jeunes et les groupes armés, en leur offrant de l'argent et des privilèges.¹⁹ Par exemple, en juillet 2012, ils ont encouragé les jeunes Fuliiru à bloquer la route nationale (RN5), la principale route de la plaine de la Ruzizi reliant Uvira à Bukavu, pour exiger la libération de quatre suspects détenus dans la prison centrale d'Uvira. Ces manifestations ont déclenché des troubles dans toute la plaine. Emile Kadudu Baleke, qui était président de l'Assemblée générale du Sud-Kivu à cette époque, aurait joué un rôle majeur dans cette escalade. Un policier a déclaré : « Quand ils viennent (dans la plaine), ils donnent de l'argent aux jeunes, y compris ceux les jeunes qui prennent le chanvre. Même Baleke, il organise des fêtes pour les jeunes, où il les donne des caisses (de bière) et met des générateurs pour allumer la musique. »²⁰ Ces jeunes n'ont pas été arrêtés ou poursuivis en raison de leurs liens avec des politiciens très influents et des groupes armés, car leurs protecteurs ont fait pression sur les agents de la sécurité et de la justice et les ont intimidés pour qu'ils les relâchent.²¹

¹⁸ Entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, 10 avril 2014 ; entretien avec un notable Murundi, Luberizi, 13 avril 2014 ; et entretien avec un membre de la justice militaire, Uvira, 11 juillet 2015.

¹⁹ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 13 avril 2014 ; Mutarule, 14 avril 2014 ; et Luvungi, 13 mai 2015.

²⁰ Entretien avec un officier de police, Luvungi, 13 mai 2014.

²¹ Entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, 14 avril 2014 ; et entretien avec un membre de la justice militaire, Uvira, 11 juillet 2015.

Beaucoup de jeunes ont également contribué à boycotter et à saper la nouvelle administration de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. Peu après l'assassinat de Floribert, son fils Richard Nijimbere Kinyoni III a été intronisé *mwami*. Au grand mécontentement des Bafuliiru, Richard a réinstallé les anciens chefs de groupement Barundi qui avaient été démis de leurs fonctions en 2004. Pour déstabiliser ces nouveaux dirigeants, les « faucons » Fuliiru ont incité les jeunes à se livrer à la violence. En octobre 2012, le bureau de la chefferie de la plaine de la Ruzizi à Luberizi a été incendié par un groupe de jeunes, qui ont détruit les archives et tout le mobilier. Le même mois, pour empêcher le chef de groupement Barundi de Kabunambo d'exercer ses fonctions, des jeunes ont encerclé et détruit une partie de son bureau.

Pour nuire à la nouvelle administration, les fanatiques Fuliiru ont lancé un appel au boycott fiscal (du marché, de l'utilisation des terres et de la taxe sur le bétail) dans le but de priver la chefferie de la plaine de la Ruzizi de ses revenus. Plutôt que de payer les taxes à la chefferie, de nombreux Bafuliiru ont désormais payé *l'effort de guerre*, ou une contribution par ménage et par vache « pour l'effort de guerre », destiné aux groupes armés.²² En outre, il était demandé aux Bafuliiru de ne pas obéir aux nouveaux chefs de groupement Barundi et à tous les chefs de localité qui avaient été nommés depuis l'arrivée au pouvoir du *mwami* des Barundi. Les « modérés » soupçonnés de collaborer avec les nouveaux administrateurs ont souvent été harcelés par des groupes armés, en fonction des informations fournies à ces groupes par leurs collaborateurs civils (voir Verweijen 2015c). Ainsi, un système d'administration parallèle a été créé dans la Plaine et perdure aujourd'hui. Dans deux des trois (anciennement quatre)²³ groupements actuels de la chefferie de la plaine de la Ruzizi, à savoir Luberizi et Kabunambo, et dans un certain nombre de localités, il y a à la fois un chef Murundi et un chef Mufuliiru (voir tableau 1). Ce système d'administration parallèle ne facilite pas la résolution des conflits. Selon un chef de village :

²² Entretien avec un notable, Luberizi, 12 avril 2014.

²³ Le groupement de Kagando a été absorbé par Uvira lors de sa transformation de cité en ville au cours de l'année 2018, et les deux chefs de groupement qui se disputaient le pouvoir ont été nommés respectivement chef de quartier et chef de quartier adjoint.

En cas de conflit entre les membres d'une même communauté, il revient au chef de s'en occuper et ils lui versent le *mutungi* (traditionnellement unealebasse avec de la boisson, aujourd'hui on lui verse souvent de l'argent). Mais en cas de conflit entre un Murundi et un Mufuliiru, il n'y a rien à trancher et cela devient un jeu de chat et de la souris.²⁴

Comme expliqué ci-dessous, l'administration parallèle complique également la mise en œuvre des projets de consolidation de la paix.

Tableau 1 Localités avec des structures de pouvoir parallèles dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi.

GROUPEMENT	LOCALITÉ
Luberizi	Ruhenena 1/Kibirizi
	Ruhenena 2
	Ruhenena 3
	Mataba
	Ngendo
Kabunambo	Kigurwe
	Mwaba
	Biriba

La crise du pouvoir dans la plaine de la Ruzizi a non seulement suscité des manifestations parfois violentes et des attaques contre les biens, elle a également intensifié la mobilisation armée. Les groupes armés (Fuliiru) existants ont été renforcés, se décrivant comme essentiels à la défense de la communauté Fuliiru. Avec le soutien des politiciens, Bede, en particulier, a considérablement accru ses activités et sa sphère d'influence au cours de cette période.²⁵ En outre, on a assisté à l'apparition de nouveaux groupes armés tant du côté des Barundi que des Bafuliiru. Chacun de ces groupes a invoqué l'intensification de la mobilisation armée par le camp adverse et la nécessité correspondante

²⁴ Entretien avec un dirigeant local de Biriba, Uvira, 21 février 2017.

²⁵ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 14 avril 2014 et Sange, 16 février 2017 ; et entretien avec un officier des FARDC ex-Mai-Mai, Luvungi, 16 mai 2015.

de protéger leurs communautés respectives comme principale raison de faire recours aux armes. A la fin de l'année 2012, des forces de défense locales Fuliiru ont fait irruption dans la plaine. Le premier groupe s'est mobilisé sous la direction de Simuzizi dans le groupement de Luberizi, avec le soutien de Lameke, chef de groupement Fuliiru. Les Forces de défense locales se distinguent des groupes armés (comme les Mai-Mai) par le fait qu'elles sont constituées de personnes qui continuent à vivre dans leur village et à exercer leur profession habituelle, mais qui mènent des activités de sécurité à temps partiel, comme des patrouilles nocturnes, et se mobilisent en cas d'attaques. Le manque de confiance envers les FARDC dans la plaine, dû à la présomption que l'on y trouve un pourcentage élevé d'officiers rwandophones, principalement des Banyamulenge, a été un des principaux motifs de l'émergence des Forces de défense locales Fuliiru. Cette allégation de représentation biaisée a amené de nombreux Bafuliiru à douter de la neutralité de l'armée, puisque les Banyamulenge de la plaine s'étaient rangés du côté des Barundi dans le conflit de succession du pouvoir coutumier.²⁶

La mobilisation armée intensifiée de chaque côté a entraîné une situation comparable à un dilemme de sécurité dans lequel les mesures prises par un groupe pour renforcer sa protection sont considérées comme une menace par un autre groupe, ce qui incite ce dernier à renforcer également ses capacités de défense. Le fait que des atrocités soient régulièrement commises et que les FARDC soient souvent incapables d'intervenir à temps a renforcé les logiques fondamentales à la base de ces dilemmes de sécurité. Si la méfiance entre les communautés était l'une de ces logiques, ces dilemmes ne découlaient pas « naturellement » des « animosités ethniques » entre les communautés au sens large : ils résultaient essentiellement de stratégies délibérées des autorités et politiciens locaux. Ces acteurs politiques ont non seulement financé et, dans certains cas, organisé les groupes armés et les forces de défense locales, mais ils leur ont également apporté un soutien moral et rhétorique. Par exemple, après un massacre dans le village de Mutarule le 6 juin 2014, dans lequel 30 civils Fuliiru ont trouvé la mort, un politicien Fuliiru influent a déclaré lors des funérailles des victimes : « Ceux qui ont fait ceci vont subir le même sort, nous

²⁶ Entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, 21 février 2017 ; et entretien avec un officier ex-Simba et ex-Mai-Mai, Luberizi, 3 mars 2017.

ne croiserons pas les bras, nous leur ferons la même chose ».²⁷ Ce discours toxique a encouragé la population à soutenir les groupes armés.

La responsabilité des autorités locales, des politiciens et des groupes armés dans la recrudescence de la crise était clairement visible, mais cela n'a pas empêché pour autant les médias internationaux, les groupes de réflexion et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de décrire la situation dans la plaine de la Ruzizi comme étant un conflit « intercommunautaire » ou « ethnique », laissant entendre qu'il s'agissait d'animosités entre des « communautés » dans leur ensemble (Verweijen 2013). Cela ne concordait pas du tout avec l'analyse fournie par les personnes interrogées dans la plaine de la Ruzizi, en particulier les non-élites. Une cultivatrice a ainsi déclaré : « Les habitants, les habitants ne sont pas en conflit. Ce sont plutôt les dirigeants. Nous cultivons ensemble. Ce sont nos voisins. »²⁸ A Luberizi, un sage du village a expliqué : « Le conflit entre Bafuliiru et Barundi est un conflit de succession du pouvoir et non un conflit opposant la population ».²⁹ De nombreuses personnes interrogées ont également souligné la longue histoire d'intégration et de collaboration entre les Barundi et les Bafuliiru, ainsi que la nature mixte de la plupart des ménages de la plaine, estimant qu'il était donc difficile de parler de deux communautés distinctes et nettement délimitées.

Par ailleurs, le conflit intracommunautaire est une autre dynamique d'importance capitale qui a été négligée en raison de l'accent mis sur le « conflit ethnique ». Accuser ses propres adversaires d'être des modérés dans le conflit de succession du pouvoir coutumier de la plaine de la Ruzizi est devenu un outil efficace pour les discréditer, ce qui montre à quel point les conflits inter et intracommunautaires sont étroitement liés (Verweijen 2015c). Combinés à la concurrence et à la jalousie accrues entre les commandants des groupes armés Fuliiru, comme cela est développé plus bas, les conflits intracommunautaires sont devenus une source croissante d'insécurité dans la plaine, alimentant les tueries et affrontements entre groupes armés.

²⁷ Entretien avec un acteur de la société civile, Bwegera, 13 avril 2014.

²⁸ Entretien avec une cultivatrice, Mutarule, le 12 avril 2014.

²⁹ Entretien avec un ancien du village, Luberizi, 12 avril 2014.

3.2 Les conflits intracommunautaires de succession du pouvoir coutumier

Dans la plaine de la Ruzizi, le conflit de succession du pouvoir coutumier était étroitement lié à deux autres conflits majeurs associés au pouvoir coutumier au sein de la communauté Fuliiru : le premier concernait la succession dans la chefferie de Bafuliiru et le second était lié à la gouvernance du groupement de Luvungi/Itara, qui fait partie de la chefferie de Bafuliiru. Par ailleurs, les contestations au sein de la communauté Barundi, qui tournaient autour de la gouvernance du nouveau *mwami*, ont alimenté et façonné le conflit de la plaine de la Ruzizi.

LE CONFLIT DANS LA CHEFFERIE DE BAFULIIRU

En décembre 2012, le *mwami* Ndare Simba de la chefferie de Bafuliiru est décédé d'un arrêt cardiaque, que l'on attribue généralement à un empoisonnement, bien qu'il n'y ait pas de preuves tangibles pour appuyer cette hypothèse. Ndare avait cependant de nombreux ennemis et avait joué un rôle majeur dans le conflit au sein de la chefferie de la plaine de la Ruzizi en se rangeant du côté des fanatiques. Ce positionnement découlait en partie de l'affaiblissement de sa propre base de pouvoir, notamment après son échec aux élections parlementaires de 2011. De plus, Ndare a été critiqué pour ses années de mauvaise gouvernance. La principale source de revenus de sa chefferie était l'exploitation de la cassitérite, qui avait été monopolisée par l'homme d'affaires Shi, Olive Mudekereza, basé à Bukavu. Pourtant, il n'a que très peu investi ces recettes fiscales ou la rétrocession (pourcentage des recettes fiscales nationales accordé aux entités administratives de niveau inférieur où elles sont perçues) dans le développement de sa chefferie. Cela a créé des dissensions au sein de la population, dont la majorité est constituée de petits exploitants agricoles pauvres dans les collines isolées des Moyens et des Hauts Plateaux (Verweijen 2016 : 32-34).

L'héritage contesté de Ndare est à l'origine de la recrudescence d'un conflit de succession du pouvoir coutumier de longue date. En 1980, Ndare est parti en Europe pour étudier, laissant son demi-frère Albert Mukogabwe Muzimu-wa-Simba comme chef intérimaire. Leur père Simba Nyamugira

était toujours en vie, mais il avait cessé d'être le chef par intérim en 1977. En 1988, Simba Nyamugira est décédé, ce qui a poussé Ndare à revenir d'Europe pour être intronisé *mwami*. Cependant, au lieu de prendre ses fonctions, Ndare est reparti rapidement en Europe. En son absence, son demi-frère Albert, qui dirigeait la chefferie depuis longtemps, fut intronisé *mwami* par les *banjoga*, les gardiens de la coutume Fuliiru. Au retour de Ndare d'Europe, cette fois-ci dans l'intention de reprendre son poste de *mwami*, il s'ensuit des mois de tensions. Finalement, Albert a renoncé et s'est retiré. En 2012, cependant, une nouvelle occasion de prendre le contrôle de la chefferie s'est présentée. Le fils aîné de Ndare, Adam Kalingishi Simba III, destiné à devenir son successeur, n'était pas bien préparé à devenir *mwami*. Il était très jeune, n'avait aucune expérience de l'administration, ne parlait pas le Kifuliiru et ne connaissait pas la chefferie Fuliiru et ses coutumes, car il avait grandi à Kinshasa. Albert avait conservé un haut niveau de popularité au sein de la chefferie et était soutenu par un certain nombre de politiciens et hommes d'affaires Fuliiru importants, qui se sont activement impliqués dans le conflit. Parmi ces derniers figurent le député national Espoir Majigira Ruhigita et Justin Bitakwira Bihonahayi, à l'époque lié au parti d'opposition Union pour la nation congolaise (UNC), dont Albert fut aussi membre. Adam, quant à lui, était soutenu par le sénateur Kuye Ndondo et l'homme politique Martin Bitijula Mahimba, basé à Kinshasa et lié au parti pro-gouvernemental Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Il semblerait que Bitijula voulait éviter qu'une figure pro-opposition soit à la tête de la chefferie, reflétant ainsi la manière dont la politique nationale s'entrecroise avec les conflits sur l'autorité locale (CIRESKI 2014).

En plus des politiciens, des groupes armés se sont impliqués dans le conflit, ce qui n'a pas facilité la résolution du problème. Les forces de défense locales que Ndare avait créées dans toute la chefferie de Bafuliiru se sont divisées (Verweijen 2016 : 35). Le commandant en chef, Molière, est resté fidèle à Adam, le fils de son ancien patron. En revanche, plusieurs autres commandants des Forces de défense locales ont soutenu Albert. En outre, Albert aurait fait appel aux forces Mai-Mai pour le soutenir. C'est ainsi que certains groupes armés de la plaine de la Ruzizi (opérant partiellement dans la chefferie de Bafuliiru), notamment les groupes de Bede, Karakara et Simuzizi, ont été impliqués dans le conflit. Le résultat est que les tensions entre ces groupes

armés ont accentué l'instabilité. Cependant, ces tensions étaient également le résultat d'une concurrence croissante pour le vol de bétail. Lubanga, le marché le plus important de la chefferie de Bafulliru, est devenu un carrefour incontournable pour le commerce clandestin de viande de bœuf, sous le contrôle des mêmes groupes qui ont pillé le bétail (CIRESKI 2014).

Au cours des dernières années, un certain calme s'est installé au sein de la chefferie de Bafulliru après que le conflit de succession du pouvoir coutumier ait pris plusieurs tournures inattendues. Le 6 février 2016, Albert Mukogabwe a été nommé chef par intérim, en présence de Justin Bitakwira et de Martin Bitijula. Ce dernier a changé d'avis après qu'Albert a rompu ses liens avec l'opposition politique et s'est rangé dans le camp du gouvernement. Il en est de même pour Cishambo, le gouverneur du Sud-Kivu, qui avait initialement soutenu Adam Kalingishi, mais qui s'est ensuite rallié à Albert. En dépit du soutien de ces grandes personnalités, la nomination d'Albert est restée contestée, ce qui a provoqué des tensions majeures. Ces tensions sont en partie dues aux efforts d'Albert pour démanteler les Forces de défense locales, qui étaient pour la plupart fidèles à son rival Adam.³⁰

Si Albert a tenté de consolider son règne, le vent a progressivement commencé à tourner contre lui. En juin 2018, Adam a été rétabli dans ses fonctions de *mwami* (Uvira Online 2016). La tournure surprenante des événements s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, des membres influents de la famille d'Adam ont continué à faire pression sur les autorités provinciales et nationales. Adam était également soutenu par le *Lubunga* (conseil coutumier Fuliiru), en particulier son président Selemani Bujaga. En outre, il a obtenu le soutien de plusieurs politiciens influents d'Uvira, dont le député national Luc Mulimbalimba Masururu et l'homme d'affaires Dialo. Cela s'est produit à un moment où le parti politique de Mulimbalimba, l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), gagnait en influence dans la politique nationale. L'AFDC faisait partie du camp pro-gouvernemental, et la coalition au pouvoir avait besoin du soutien de ses alliés pour son parcours politique contesté, lié au décalage des élections présidentielles et législatives prévues

³⁰ Entretiens avec les autorités locales et acteurs de la société civile, Uvira, 26 février 2017 et Lemera, 18 octobre 2019.

en 2016. Cela souligne une fois de plus comment les évolutions politiques nationales influencent les conflits locaux.³¹

L'installation d'Adam a d'abord provoqué des frictions, certains sentant leur pouvoir menacé. Par exemple, à Runingu, le *mwami* a nommé un nouveau chef de groupement, Nuhu, au grand mécontentement du titulaire, Gadi. Au marché de Runingu, les collecteurs d'impôts qui avaient été nommés par Albert ont continué à collecter les impôts.³² En 2019, cependant, ces frictions se sont calmées. La plupart des gens s'étaient lassés du conflit et Adam disposait d'un fort soutien politique. Par conséquent, il réussit à consolider son règne dans la plupart de la chefferie, à l'exception du groupement de Luvungi. Le retour d'Adam semble également avoir ouvert la voie au rétablissement des Forces de défense locales. Ces groupes sont d'abord réapparus à Lubarika, Rupango, et entre Kibungu et Rubanga pendant la campagne électorale de 2018, propulsés par des politiciens visant à renforcer leur popularité. À la mi-2019, ils ont également refait surface, sans doute avec la bénédiction du *mwami*, sur les Moyens Plateaux de Kigoma et Lemera, en partie à cause de l'insécurité accrue sur les Hauts Plateaux et des fréquents mouvements de troupes étrangères.³³

THE CONFLICT IN THE GROUPEMENT OF LUVUNGI/ITARA

Luvungi/Itara est un des groupements de la chefferie Bafuliiru dont le conflit de succession du pouvoir coutumier a été étroitement lié à une contestation de l'autorité coutumière. Par le passé, ce groupement a conservé une autonomie considérable par rapport à la chefferie. La cité de Luvungi s'est imposée comme un important poste de caravanes à l'époque des commerçants arabes/swahili, à la fin du 19ème siècle, et est restée depuis un important centre commercial (Ngoy Mutamba Eshiba 1997). Elle occupe une position stratégique le long de la route principale reliant Uvira et Bukavu, et se trouve à proximité du poste frontalier de Kamanyola entre la RDC et le Rwanda. Sa prospérité repose également sur les secteurs de l'immobilier, des services, de l'agriculture et accessoirement sur l'exploitation minière.

³¹ Interviews with Bafuliiru leaders, Uvira, 2 November 2019.

³² Entretien avec des acteurs de la société civile et autorités locales, Runingu, 17 octobre 2019

³³ Entretien avec des observateurs des droits de l'homme, Lemera, 18 octobre 2019.

Pendant la deuxième guerre du Congo, Mbambaro Ombeni a été nommé chef de groupement de Luvungi. En 2012, il a été suspendu par le *mwami* Ndare Simba et remplacé par un membre de sa famille, Ndaye Kimbumbu, qui a dirigé le groupement de 1977 à 1991, puis à la fin des années 1990. L'une des raisons de la suspension de Mbabaró était la mauvaise gouvernance foncière, car il avait distribué d'énormes étendues de terre aux élites et avait parfois vendu à deux reprises l'accès à la même terre.³⁴ La même chose s'est produite dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, et cette politique lui a valu un soutien considérable de la part des élites auxquelles il avait accordé des terres. Mbambaro, qui est proche des cercles du PPRD, a également bénéficié du soutien d'un réseau politique plus large comprenant Marcellin Cishambo, qui était gouverneur du Sud-Kivu à l'époque.³⁵

Au cours du terrible conflit qui a éclaté après sa destitution en 2012, ce réseau a soutenu Mbambaro, qui était déterminé à contester son successeur Ndaye. Il a rapidement repris ses fonctions, mais les contestations ont continué jusqu'en 2013. De graves répercussions sur la sécurité ont été observées dans ce conflit, car les deux parties ont sollicité un soutien de la part d'acteurs armés. Ndaye a recruté une milice parmi les forces de défense locales actives dans la chefferie de Bafuliiru, dirigée par un dénommé Intervention Kashea. De son côté, Mbambaro a sollicité l'aide de Bede Rusagara, en plus de ses bonnes relations avec les services de sécurité de l'Etat. La militarisation de ce conflit a entraîné un cycle d'attaques et de contre-attaques contre les partisans des deux camps, ce qui a déstabilisé l'ensemble du groupement. Elle a également suscité des animosités entre les chefs des groupes armés, notamment après que Bede ait enlevé et torturé Intervention en mai 2013 (CIRESKI 2014).

C'est après l'arrestation et la condamnation de Ndaye et certains de ses proches en avril 2013, dans une procédure que ses partisans considéraient comme fortement biaisée et politisée, que le conflit à Luvungi s'est atténué. Pourtant, cela n'a pas suffi pour mettre fin à l'instabilité à Luvungi. Ces

³⁴ Entretien avec des notables, Luvungi, 13 mai 2015 ; et entretien avec un membre de la dynastie royale, Luvungi, 14 mai 2015.

³⁵ Entretien avec des acteurs de la société civile, Luvungi, 15 mai 2015.

dernières années, les tensions dans le groupement ont surtout été le fait de Mbambaro, qui utilise une milice personnelle pour intimider et nuire à ses opposants, et de sa rivalité avec le politicien Shi Luc Mulimbalimba, natif de Luvungi.³⁶ En plus d'être député national depuis 2011, Mulimbalimba a brièvement occupé le poste de ministre provincial de l'intérieur entre 2017 et 2018, sous le nouveau gouverneur du Sud-Kivu, Claude Nyamugabo, nommé en fin 2017. Au cours de l'année 2015, l'implication de Mulimbalimba dans un conflit concernant l'étang de pêche de Kindobwe, que Mbambaro aurait vendu au vice-gouverneur du Sud-Kivu, a déclenché des manifestations violentes, des affrontements et des répressions (Radio Maendeleo 2019). Au cours de l'année 2018, la violence a été déclenchée pendant la cérémonie de mise en place du frère cadet de Mbambaro, Maisha Ombeni, en tant qu'administrateur provisoire. Mbambaro ayant été élu député provincial en 2018, il ne pouvait plus assurer la fonction de chef. Un soldat affecté à la garde de Mulimbalimba a tiré sur un manifestant, qui est mort par la suite. Tenu pour responsable de ce meurtre, Mulimbalimba a été condamné par contumace à dix ans de prison par un tribunal militaire en juillet 2019. Il ne purge toutefois pas cette peine, car il s'est enfui à l'étranger. Son principal rival ayant été écarté, le pouvoir de Mbambaro sur Luvungi reste intact, ce qui fait perdurer les conflits fonciers qui ont vu le jour sous son règne.

CONFLIT AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ BARUNDI

La communauté Barundi a également été affectée par des divisions internes. Ces frictions sont à la fois la conséquence et la cause du conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. Elles ont surtout porté sur la position du *mwami*, qui est rarement présent dans la plaine, car il réside le plus souvent à Bukavu, visiblement pour des raisons de sécurité. Son absence prolongée l'éloigne de la population.³⁷ De plus, à en croire certains, il n'investit pas suffisamment dans le développement de sa chefferie. Comme l'a dit un notable, « le *mwami* et la population ne sont pas sur la même longueur d'onde, il est obsédé par l'argent, il utilise

³⁶ Entretiens avec un observateur des droits de l'homme et d'autres acteurs de la société civile, Luvungi, 30 octobre 2019.

³⁷ Entretien avec un notable Murundi, Uvira, 17 mai 2015.

les 8000 dollars de rétrocession pour lui seul ».38 Une autre controverse, qui s'est maintenant quelque peu apaisée, concernait ses liens présumés, mais jusqu'à présent non prouvés, avec des groupes armés de l'opposition burundaise. Pour beaucoup, le mystère reste entier sur la façon dont environ 200 combattants ont pu se réunir à Mutarule en décembre 2014 et organiser une attaque contre le Burundi sans aucune approbation des dirigeants Burundi (Jeune Afrique 2015). En décembre 2015, le Burundi a été la cible d'une autre attaque transfrontalière qui aurait été menée via la plaine, visant trois installations militaires proches de Bujumbura (BBC News 2015). Dans le cadre d'un effort plus large pour faire rebrousser chemin et dissuader les réseaux impliqués dans ces attaques, les services de sécurité burundais ont demandé aux FARDC de prendre des mesures à Uvira. En réponse, l'armée a mené une opération de bouclage et de fouille à Mutarule en février 2016, au cours de laquelle d'importantes caches d'armes ont été découvertes. Les militaires FARDC ont également arrêté le chef de groupe de Luberizi, Claude Mirundi, qui était tenu pour responsable de la cache d'armes (ONU 2016 : para. 35-41). Cette opération a annoncé la fin de la mobilisation armée liée aux Burundi dans la plaine. Les Bafuliiru n'étant plus confrontés à un adversaire armé, le dilemme sécuritaire qui y était lié a considérablement diminué.

Après des années de tensions, de nombreuses personnes s'étaient lassées du conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. Conjugué à la baisse de l'importance du dilemme sécuritaire, cela a entraîné une diminution progressive de l'intensité du conflit à partir de fin 2015. Malgré son lien moins direct avec la mobilisation armée et politique,³⁹ le conflit continue de perdurer. La poursuite de l'administration parallèle et le refus persistant des Bafuliiru de payer des impôts à la chefferie ainsi que de reconnaître le *mwami* Richard des Burundi en sont une indication. De vives contestations de l'autorité du *mwami* sont survenues en mai 2019 lors de sa cérémonie de mariage à Luberizi et pendant la période qui a précédé (SOS Médias Burundi 2019). Le conflit continue également à alimenter les

³⁸ Entretien avec des notables Burundi, Bwegera, 18 octobre 2019.

³⁹ Des actes de violence qui auraient des liens douteux avec le conflit se poursuivent, comme l'assassinat du secrétaire de la plaine de la Ruzizi, M. Rizinde, le 12 mars 2019, et l'enlèvement du chef du village de Rutemba, Ricardo Mugaye Godé, le 10 août 2019.

litiges sur l'utilisation des terres entre les éleveurs de bétail et les agriculteurs. De plus, il se manifeste dans les institutions et les nominations politiques et administratives. Les contestations sur les limites des communes rurales de Kiliba et de Sange, qui ne sont pas encore mises en œuvre, en sont un exemple. La création de ces entités réduira encore la superficie de la chefferie après que le groupement de Kagando ait déjà été englouti lorsqu'Uvira s'est transformée en ville en 2018. Un autre exemple est l'élection du *mwami* Richard (par d'autres chefs coutumiers) à l'un des sièges du parlement provincial du Sud-Kivu désignés pour les *bami* (pluriel de *mwami*) en 2018. Le fait que le *mwami* des Bavira ait voté pour Richard a créé des tensions entre les élites Bavira et Bafuliiru. L'élection a également intensifié les frictions entre les dirigeants Bafuliiru et Barundi.⁴⁰ Un dernier secteur où le conflit au sein de la chefferie est manifeste est celui des projets de consolidation de la paix et de développement, plus précisément dans la course à l'accès aux rentes matérielles et symboliques. En somme, au lieu de se retrouver dans la violence des groupes armés et dans les manifestations violentes des jeunes, le conflit se situe désormais sur d'autres sphères, sans être résolu.

3.3 Les conflits fonciers

Les conflits relatifs au foncier et à sa gouvernance jouent un rôle majeur dans les conflits liés au pouvoir coutumier, aussi bien dans la plaine de la Ruzizi que dans le groupement de Luvungi. De nombreuses études décrivent les facteurs historiques, socio-économiques et politiques qui sont à l'origine des conflits fonciers dans l'est de la RDC, notamment une législation déficiente et le rôle ambigu des chefs coutumiers (Mugangu 2008 ; Van Acker 2005 ; Claessens et al. 2014). Si *de jure* toutes les terres appartiennent à l'État, la distribution d'une grande partie des terres reste *de facto* entre les mains des chefs. Cela fait grimper les enjeux des conflits de pouvoir coutumier et façonne en conséquence les alliances y liées.

⁴⁰ Entretiens avec des acteurs de la société civile et autorités locales, Uvira, 16 octobre 2019 et 2 novembre 2019.

Les conflits fonciers au sein de la plaine opposent principalement les élites urbaines, souvent basées à Bukavu (de différents groupes ethniques mais généralement originaires du Sud-Kivu), aux petits exploitants agricoles, dont les champs sont situés sur des terres vendues aux grands concessionnaires. Si ces agriculteurs sont souvent autorisés à continuer à cultiver leurs terres, en contrepartie, ils sont contraints de fournir de la main-d'œuvre au concessionnaire, en consacrant un certain nombre d'heures par semaine aux terres de ce dernier. Il s'agit d'un système appelé métayage. À Luvungi/Itara, les élites, généralement désignées comme les barons, ont obtenu de vastes étendues de terre (voir tableau 2), soumettant des milliers de petits exploitants au système du métayage. À l'heure actuelle, toutes ces concessions ne suscitent pas de conflits ouverts. En effet, il y a bien longtemps que certaines d'entre elles ont été acquises et la population ne les conteste plus activement. Cependant, le potentiel de conflit latent est très élevé, et une personne interrogée a décrit la situation comme une bombe à retardement.⁴¹ Un autre a ajouté :

Maintenant la population n'a pas où à cultiver, ils paient très cher, ils font le métayage, ils font le servage, là où il n'y pas de contrat, on les fait travailler autant de jours pendant une semaine, par semaine ils travaillent 2 jours même 3 jours. Ils cèdent des heures. C'étaient leurs terres ancestrales mais maintenant ils font la servitude aux autres. C'est une guerre en préparation, années après années ils ont cédé, mais un jour ils vont se soulever.⁴²

A chaque fois que circulent des annonces ou des soupçons concernant des terrains nouvellement acquis, on assiste à de vives contestations et tensions. Par exemple, en 2015, des rumeurs ont circulé concernant la vente de la grande concession du MAE (plus de 1 800 hectares) entre Lubarika et Lupango, appartenant à la Mission anti-érosive à l'époque coloniale. En mai, il a été annoncé que ces terres allaient être utilisées pour un projet de la Banque mondiale visant à promouvoir l'agriculture à grande échelle dans la plaine de la Ruzizi (pour un aperçu du Projet régional d'agriculture intégrée des Grands Lacs de la Banque mondiale, voir Banque mondiale, 2016), ce qui a provoqué de graves tensions. À Lubarika, un jeune a fait remarquer : « Il y a 14 000 personnes à

⁴¹ Entretien avec des acteurs de la société civile, Luvungi, 15 mai 2015.

⁴² Entretien avec un dirigeant local, Luvungi, 14 mai 2015.

Lubarika, où vont-elles cultiver ? Ce sera une guerre [*njoo vita inakuja*], nous allons reprendre les armes... Nous allons attaquer [*tutashambulia*]. Cela ne peut provenir que de gens qui ont de l'argent à Bukavu ».43

En dépit de manifestations occasionnelles, ni la population ni les acteurs de la société civile de Luvungi ne se croient en mesure d'influencer le cours des événements. Le chef de groupement compte tout simplement trop d'amis puissants et n'hésite pas à recourir à l'intimidation. Par exemple, en 2015, après que des acteurs de la société civile ont tenté de manifester contre la vente de l'étang de pêche de Kindobwe, ils ont été sérieusement intimidés, se voyant menacés de perdre leur emploi, voire leur vie.44 En raison des connaissances politiques du chef, les autres services de l'État, notamment les Affaires foncières et même la police ; ils ne sont pas de taille à le contrer.45 Comme l'a dit un observateur : « L'ordre, c'est lui, la loi, c'est lui, c'est comme Louis XIV à l'époque en France ».46

Tableau 2

Quelques exemples de grands concessionnaires dans la plaine de la Ruzizi et ses environs.

NOM	DESCRIPTION	CONCESSION
Shenila Mwanza	Femme d'affaires de Fizi, actuellement députée provinciale du Sud-Kivu.	Kahuli, Kamoni/ Katogota
Olive Mudekereza Namegabe	Homme d'affaires, ancien président de l'Association des entreprises congolaises (branche Sud-Kivu), actuellement député national.	IPAC, Gombaniro/ Lubarika
Norbert Basengezi Katintima	Ancien ministre, ancien député et, jusqu'en juin 2019, vice-président de la Commission nationale électorale (CENI).	Kahama, Kahanganiro
Gabriel Kalonda Mbulu	Ancien vice-gouverneur du Sud-Kivu (sous Cishambo)	Kindobwe, Luvungi
Marc Fiston Malago	L'actuel vice-gouverneur du Sud-Kivu et fils de l'ancien gouverneur de la province du Kivu (dans les années 1960) Simon Malago.	MALIBA, Kakumbukumbu/ Kinyinya
François Rubota Masumbuko	Ancien député provincial et national, actuellement directeur général du Fonds national de redistribution.	Narwizimya, Kaboya

43 Entretien avec des jeunes, Lubarika, 15 mai 2015.

44 Entretien avec des acteurs de la société civile, Luvungi, 15 mai 2015.

45 Entretien avec des acteurs de la société civile, Luvungi, 15 mai 2015.

46 Entretien avec un dirigeant local, Luvungi, 14 mai 2015.

Selon certains, la transformation imminente de Luvungi en commune rurale pourrait apporter une solution, car elle placerait la gouvernance entre les mains d'un bourgmestre (maire) et réduirait l'influence du chef de groupement. D'autres sont sceptiques et pensent que la commune ne changera pas grand-chose, car les dirigeants actuels se contenteront de manipuler et d'influencer les nouvelles institutions. Comme l'a déclaré une personne interrogée à l'époque :

On sait que, bientôt, il y aurait une commune, et si la commune arrive, on va amener les conseillers et trouver le bourgmestre, mais on nous dit que le chef de groupement doit être coopté dans le conseil. Ils ont déjà organisé ces gens dans le PPRD, et le PPRD va donner beaucoup d'argent, pour faire passer beaucoup de conseillers afin d'installer un allié comme bourgmestre et avoir beaucoup de partisans du chef dans le conseil.⁴⁷

À la mi-2020, la commune n'était toujours pas opérationnelle, ce qui reflète la nature politisée des réformes de la gouvernance locale dans l'Est de la RDC.

3.4 Les conflits agropastoraux et le pillage du bétail

La plaine de la Ruzizi connaît également des tensions foncières liées à des conflits d'utilisation des terres, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Ces conflits sont principalement liés au bétail qui piétine et détruit les champs agricoles. C'est généralement le cas pendant la période dite de petite transhumance, entre avril et août, lorsque le bétail de Kamanyola se déplace vers le sud de la plaine pour accéder à des pâturages plus verts. Pourtant, encore plus de champs sont détruits lors des déplacements quotidiens du bétail entre les kraals, les pâturages et points d'eau.⁴⁸ À cela s'ajoutent les litiges concernant l'utilisation des terres prévues, qui découlent en partie du manque de clarté des limites entre les zones de culture et de pâturage. Ces

⁴⁷ Entretien avec un acteur de la société civile, Luvungi, 15 mai 2015.

⁴⁸ Le paiement des taxes lors de la transhumance, enjeu majeur des conflits agropastoraux dans la zone des Hauts Plateaux, est généralement moins préoccupant dans la plaine, étant donné que la transhumance est une cause de frictions beaucoup moins importante que les déplacements quotidiens du bétail. Ils sont incorporés dans le conflit général autour des taxes dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, les Bafulliru et leurs alliés refusant de payer des taxes régulières sur le bétail à la chefferie.

litiges incitent les agriculteurs à cultiver délibérément dans les kraals, dans les zones destinées aux pâturages ou encore le long des chemins menant à ces zones. Les éleveurs, quant à eux, peuvent laisser intentionnellement leur bétail paître dans des zones destinées à l'agriculture (Brabant et Nzweve 2013 : 30-33).

Les conflits agropastoraux dans la plaine se sont intensifiés depuis les guerres du Congo. Avec la croissance démographique, l'accaparement des terres par les élites et l'insécurité rampante, l'agriculture et l'élevage sont devenus de plus en plus proches sur le plan géographique. Les conflits sur l'utilisation des terres se sont également intensifiés en raison de l'expropriation des terres ainsi que des migrations fréquentes de population, les terres temporairement abandonnées étant souvent utilisées pour le passage du bétail ou comme pâturages (Brabant et Nzweve 2013 : 37-40).

Au cours des cinq dernières années, des facteurs supplémentaires ont encore exacerbé les conflits agropastoraux. Lorsque le conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi a éclaté en 2012, il s'est mêlé aux frictions entre agriculteurs et éleveurs. Au lieu de payer des taxes sur le bétail à la chefferie, les éleveurs Fuliiru ont été encouragés à contribuer aux groupes armés Fuliiru. Les éleveurs qui refusaient de contribuer se sont rapidement fait voler leur bétail. En outre, à partir de 2014, le bétail des Barundi et de leurs associés, les Banyamulenge, a été pris pour cible par des groupes Mai-Mai. Ces actions ont été encouragées par certains politiciens et autorités locales, qui proposaient le pillage du bétail comme un moyen d'affaiblir leurs adversaires et de les forcer à quitter définitivement la plaine.⁴⁹ Comme l'a dit un jeune Fuliiru interrogé à Sange peu après le massacre de Mutarule : « Il faut exterminer leur bétail car c'est à partir de cette richesse qu'ils se procurent des armes pour commettre des massacres contre les Bafuliiru » (CIRESKI 2014). Le groupe armé rattaché aux Barundi et basé à Mutarule s'est également livré au pillage du bétail pour augmenter ses revenus. Cette pratique a été autorisée par les chefs Barundi, étant donné qu'ils disposaient de moyens financiers limités pour soutenir le groupe.

⁴⁹ Répertoire des événements malheureux vécus dans la Plaine de la Ruzizi après l'assassinat du *mwami* Ndagoye Floribert Nsabimana, document inédit en possession de l'auteur.

Les éleveurs ont donc pris des mesures de protection en raison de la menace permanente de pillage du bétail, ce qui a intensifié les frictions avec les agriculteurs. Au lieu de se rendre dans des régions éloignées, où il est facile de piller le bétail, de nombreux éleveurs préfèrent rester plus près des villages. Il en va de même pour les agriculteurs qui, en raison de la montée de l'insécurité depuis mi-2017, liée en partie à l'activité croissante des groupes armés étrangers et au banditisme, préfèrent également rester plus près de leurs villages. Cela concerne plus particulièrement les femmes, qui présentent un risque élevé de se faire violer par des acteurs armés lorsqu'elles cultivent dans des zones reculées. Le fait que les activités agricoles et pastorales soient de plus en plus concentrées sur un même espace a donné lieu à une recrudescence des conflits agropastoraux, qui alimentent à leur tour, et de manière complexe, le pillage du bétail. Les parties au conflit défavorisées font parfois appel aux acteurs armés pour inverser le cours du conflit, ou simplement se venger. Par exemple, en septembre 2019, un agriculteur de Mutarule/Katekama a trouvé son champ dévasté par les vaches d'un éleveur de Luberizi. Pour se venger, il a fait appel aux Mai-Mai Buhirwa, qui ont ensuite volé 25 vaches du troupeau de l'éleveur, exigeant 3 000 dollars pour leur libération. En octobre 2019, à Lubarika, un homme qui avait blessé une vache qu'il avait trouvée en train de paître dans son champ de manioc a été kidnappé une semaine plus tard par des hommes armés qui ont exigé une rançon de 1 000 dollars. Pour réunir cette somme, sa famille a été obligée de vendre les champs de manioc de l'homme. L'ironie est que ces champs ont été achetés par le propriétaire même de la vache qu'il avait blessée.⁵⁰

Les conflits agropastoraux ne sont pas les seuls à attiser le pillage du bétail : plusieurs conflits interpersonnels découlent de plus en plus du vol de bétail. Par exemple, en juillet 2019, il y a eu un vol de 23 vaches d'un Murundi en conflit avec un vieux-sage de la communauté Fuliiru, près de Kibirizi. Selon les dires, le Murundi avait informé les FARDC que le vieux-sage et son fils détenaient deux fusils, ce qui a provoqué la fuite du fils et l'arrestation du vieux-sage. Deux mois après cet incident, les Mai-Mai Buhirwa ont volé son bétail, par vengeance semble-t-il.⁵¹

⁵⁰ Entretiens avec les autorités locales et leaders communautaires, Lubarika, 14 et 26 octobre 2019 ; et Mutarule, 21 octobre 2019.

⁵¹ Entretiens avec les autorités locales et leaders communautaires, Ndunda, 27 octobre 2019.

Le pillage du bétail, qui prend de plus en plus la forme d'une prise de bétail et d'une demande de rançon pour sa libération, est devenu, non seulement un mode de règlement des conflits, mais aussi une importante source de revenus pour les groupes armés. Depuis son déclenchement à partir de 2014 jusqu'à la mi-2015 environ, le pillage du bétail était principalement lié au conflit de succession du pouvoir coutumier dans la plaine. Dans cette première phase, les conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont traduits par une division entre les Bafuliiru et les Barundi. Si les Barundi et les Banyamulenge étaient décrits comme des « éleveurs », les Bafuliiru étaient décrits comme des « agriculteurs ».⁵² Toutefois, cette description ne s'est jamais entièrement rapprochée de la réalité. Certains Bafuliiru possèdent des troupeaux importants dans la plaine, en particulier Kidoge et Zerubabeli, de grands éleveurs (qui gardent maintenant leur bétail ailleurs). Même si les élites Barundi possèdent du bétail (mais généralement pas autant que les Bafuliiru), la majorité des Barundi vivent principalement de l'agriculture. En outre, une grande partie du bétail de la plaine appartient à des Bashi. Le fait d'associer les Barundi à l'élevage et les Bafuliiru à l'agriculture n'est pas une représentation exacte, mais reflète plutôt l'importance des discours sur l'autochtonie, où les tropes agricoles servent à souligner l'association des autochtones avec le sol.

La recrudescence massive du pillage de bétail à partir de la mi-2014 a créé une toute nouvelle forme d'économie, dans laquelle la complicité des col-laborateurs civils a joué un rôle important. Ces derniers sont intervenus de manière significative dans le trafic de bétail volé vers le Burundi, dans les Moyens ou les Hauts Plateaux, et parfois vers des régions plus éloignées comme Mwenga et le Tanganyika. De plus, la vente de la viande des vaches volées se faisait sur les marchés, notamment à Rubanga, Luvungi et Sange, par le biais d'intermédiaires et avec le soutien indirect de vétérinaires, qui sont tenus de délivrer une attestation de l'origine du bétail avant l'abattage. Les autorités du marché ont également joué un rôle essentiel dans cette chaîne d'approvisionnement, fermant les yeux soit en échange d'un paiement, soit

⁵² Ceci est assez similaire à la façon dont la transhumance a été interprétée sous l'angle des tensions intercommunautaires à Fizi. Voir Verweijen and Brabant (2017).

à la suite d'intimidations.⁵³ Par exemple, en 2016, la présidente du marché de Sange a été menacée à plusieurs reprises, recevant des appels téléphoniques anonymes dans lesquels elle était sommée de « laisser passer la viande ». ⁵⁴ Les vétérinaires aussi ont fait l'objet d'intimidations (l'un d'entre eux a même été tué en 2016) et ont été forcés de signer le « passe avant », un document signé par le propriétaire du bétail qui est nécessaire à la vente de viande de bœuf sur le marché.

L'essor de l'économie criminelle entretenue par le pillage du bétail a entraîné une baisse spectaculaire du prix du bétail et de la viande de bœuf. Entre 2012 et 2015, le prix d'une vache est passé d'environ 400-600 dollars à 200-350 dollars. Parallèlement, le prix d'un kilo de bœuf est passé de 4 000 francs congolais (environ 4,50 \$) à 2 000 FC (environ 2,50 \$ à l'époque) (CIRESKI 2015). Les FARDC ont joué un rôle clé dans cette économie. À chaque fois qu'il y avait pillage du bétail, elles n'intervenaient souvent pas ou intervenaient trop tard, parfois dans le cadre d'un arrangement. L'armée s'est donc impliquée de manière directe dans le trafic de bétail et de viande de bœuf volés. Le commandant de la base militaire de Luberizi, par exemple, était soupçonné de faciliter le pillage du bétail.⁵⁵ Ces soupçons ont encore réduit la confiance dans l'armée congolaise, exacerbant ainsi les dilemmes de sécurité décrits plus haut.

Le pillage du bétail étant de plus en plus motivé par la quête du profit, les groupes armés se sont également lancés dans le pillage du bétail des membres des communautés qu'ils prétendaient défendre. Un observateur l'a fait remarquer :

Autrefois, les milices Fuliiru ne pillaient que le bétail des Barundi et des Banyamulenge, mais aujourd'hui, tous les éleveurs sont victimes, qu'ils soient Murundi, Munyamulenge ou Mufuliiru. C'est la raison pour laquelle ces milices sont mal vues, même au sein de leur propre communauté.⁵⁶

⁵³ Entretiens avec des notables Barundi, Uvira, 10 avril 2014 et Mutarule, 14 avril 2014 ; entretiens avec des notables Bafuliiru, Luberizi 12 avril 2014 ; et entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 31 octobre 2013 et 2 novembre 2014.

⁵⁴ Entretien avec des acteurs de la société civile, Luvungi, 13 mai 2015.

⁵⁵ Entretiens avec des dirigeants locaux, Luberizi, 12 avril 2015 ; et entretiens avec des notables, Mutarule, 20 janvier 2017.

⁵⁶ Entretiens avec un ancien officier Mai-Mai et des membres de la société civile, Sange, 16 février 2017.

Pour éviter de nuire à leur réputation, certains groupes ont préféré ne pas piller les vaches à proximité des villages de leurs sympathisants, mais plutôt ailleurs, notamment aux environs de Katogota.⁵⁷ Toutefois, cette façon de faire n'a pas empêché que le pillage du bétail soit perçu dans sa grande majorité comme une activité criminelle plutôt que politique.

⁵⁷ Entretien avec un officier des FARDC, Luvungi, 20 février 2017.

4 |

Dynamiques

contemporaines et

acteurs de la violence

Après la deuxième guerre du Congo, des vagues de nouvelle mobilisation armée ont eu lieu dans la plaine. La première vague a eu lieu de 2009 à 2011, lorsque d'anciens officiers Mai-Mai (et parfois des Forces de Défense Locale du RCD) ont déserté les FARDC et ont créé de nouveaux groupes armés. La deuxième vague a suivi après la recrudescence du conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi et a duré jusqu'à la fin du conflit (2012-2015). Une troisième vague s'est amorcée vers la fin de 2015, après la mort du commandant du groupe armé le plus influent de la plaine, et perdure actuellement. Les facteurs changeants de la mobilisation armée, qui ont également affecté le modus operandi et l'intégration sociale des groupes armés, sont à l'origine de ces différentes vagues.

4.1 Un paysage des groupes armés de plus en plus instable

Lors de la première vague de mobilisation (2009-2011), quatre groupes armés ont fait irruption dans la plaine et les Moyens Plateaux de la chefferie de Bafuliiru, dirigés par des déserteurs de l'armée et de la police (Fujo, Mwenyemali, Bede et Nyerere). Après 2012, la recrudescence du conflit de succession du pouvoir coutumier a conduit à l'émergence d'autres groupes armés, ainsi que des forces de défense locales. Parmi les groupes armés Fuliiru nouvellement créés, l'un des plus importants fut celui d'Espoir Ngombarufu (alias Karakara), un Mufuliiru de Mutarule/Katekama (la partie

de Mutarule habitée par les Bafuliiru), qui avait intégré les FARDC après la deuxième guerre du Congo. Lors du processus de régimentation de 2011, Karakara n'avait pas été affecté à une fonction, restant dans ce qu'on appelle le « régiment cadre » (qui n'est pas en service actif) à la base militaire de Luberizi dans la plaine de la Ruzizi. Au début de l'année 2013, il a déserté pour plusieurs raisons : la frustration de ne pas avoir été affecté à une fonction après la régimentation et de ne pas avoir été promu en grade au cours de la dernière décennie ; des tensions avec son supérieur, un commandant Munyamulenge ; et le conflit en cours dans la plaine. Il a été rejoint par un certain nombre d'anciens officiers Mai-Mai, comme Amuse Guelle (Ngingo) et Buneti.⁵⁸

Du côté des Barundi également, un nouveau groupe armé a surgi, dont le quartier général se trouvait dans la partie de Mutarule habitée par les Barundi (Mutarule I). Face à la prolifération des forces de défense locale Fuliiru et des groupes Mai-Mai, les Barundi se sont sentis menacés et ont estimé que leur protection devait être renforcée. Par conséquent, les chefs Barundi ont décidé de créer un groupe armé, avec l'aide, semble-t-il, d'un certain nombre d'officiers Banyamulenge des FARDC.⁵⁹ Les Barundi ne constituaient qu'un petit groupe, et peu de ses membres avaient une expérience de la mobilisation armée. La majorité d'hommes de troupe de cette milice était donc composée de Banyamulenge ainsi que de jeunes recrutés au Burundi. Ce recrutement aurait été facilité par des chefs de groupement Barundi.⁶⁰

Si ces nouveaux groupes armés étaient respectivement rattachés aux camps Bafuliiru et Barundi/Banyamulenge, les luttes intestines étaient fréquentes entre les groupes censés être du même camp. Plus particulièrement, les frictions et même les hostilités qui sévissaient au sein des groupes Fuliiru sont de plus en plus devenues une source d'instabilité dans la plaine. En 2013, de graves tensions ont éclaté entre le groupe de Bede (opérant autour de Sange) et celui de Nyerere, toujours basé dans les collines au-dessus de

⁵⁸ Entretien avec un officier des FARDC ex-Mai-Mai, Luvungi, 16 mai 2015 ; et entretien avec un officier des FARDC ex-Mai-Mai, Uvira, 12 juillet 2015.

⁵⁹ Entretien avec un expert des groupes armés, Bukavu, 15 avril 2014 ; et entretien avec un officier des FARDC, Uvira, 27 octobre 2014.

⁶⁰ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Bukavu, 27 mars 2014 et 11 juillet 2015.

Kiliba. Simultanément, Karakara était en rivalité avec Mwenyemali (qui était basé dans son village natal de Luberizi), ce qui a entraîné des affrontements en avril 2016. Karakara était également en désaccord avec Bede. Bien que tous deux soient originaires de Mutarule, Karakara se présentait comme le « véritable défenseur » de la communauté Fuliiru, contrairement à Bede, que Karakara considérait comme un opportuniste en raison de ses précédentes collaborations avec des rwandophones. Bede, quant à lui, se considérait comme le véritable meneur de la plaine de la Ruzizi et considérait le groupe de Karakara comme une atteinte à son pouvoir. La situation de rivalité entre ces deux groupes a eu pour conséquence une série de meurtres commis à tour de rôle, ce qui a provoqué de fortes tensions.⁶¹

Des tensions existaient également au sein de ces groupes, souvent liées à la répartition du butin et aux ambitions de leadership, qui se sont manifestées surtout après la mort du commandant en chef d'un de ces groupes. En 2013, Biyaga et Kilolo se sont brouillés avec Bede et ont commencé à agir de manière autonome. La même année, l'officier de Bede à Sange, Safari, qui avait été démobilisé après la deuxième guerre du Congo, a été tué par les FARDC. Une lutte pour le leadership a suivi, avec Mbulu et Bitwange désireux de lui succéder. Perdant cette lutte, Bitwange est parti et a rejoint Kilolo. À la mi-2013, Simuzizi, qui avait rejoint Karakara dans la brousse après l'abolition des forces de défense locales par les FARDC, a fait défection de Karakara à la suite d'un différend concernant le meurtre d'un de ses gardes du corps. Il a ensuite créé son propre groupe.⁶²

Si les groupes armés Fuliiru avaient déjà pris de la vitesse depuis 2013, une flambée importante s'est produite à la suite de la mort de Bede Rusagara en 2015, tué par les FARDC. Tigre, son ancien commandant adjoint, a tenté de reprendre la tête du mouvement, mais de nombreux officiers ont fait défection vers d'autres groupes, comme celui de Kilolo, ou ont essayé de créer leur propre groupe. Jojo Kimanga, originaire de Nyakabere I, fait partie de cette dernière catégorie. Ne comptant que sept membres, son groupe

⁶¹ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 12 mai 2015 et Sange, 16 mai 2015.

⁶² Entretien avec un officier de la PNC, Luvungi, 13 mai 2015 ; et entretien avec un officier des FARDC, Luvungi, 16 mai 2015.

était plutôt faible. Lorsqu'il a été attaqué par les FARDC en juin 2016, seuls trois d'entre eux ont survécu. Parmi les survivants figurait Lubange Kishule, un parent de Jojo, qui a tenté de poursuivre le mouvement, puis s'est ralié à Karakara au début de 2017. De nouveaux groupes avaient également fait leur apparition en 2015 dans les Moyens Plateaux, notamment ceux de Toto Kabengele, autrefois agriculteur, et de Kijangala Muhangwe, qui faisait auparavant partie des forces de défense locales de la chefferie de Bafuliiru, puis de différents groupes Mai-Mai. Ces groupes se sont fixé pour objectif de protéger leurs communautés contre les attaques répétées de leur bétail par le chef Mai-Mai Bitwange et les assassinats qu'il perpétrait sur des femmes âgées accusées de sorcellerie.

Le meurtre d'un autre chef de groupe armé en 2016 a entraîné de nouveaux changements dans le paysage des groupes armés. Le 25 juillet, Simuzizi a été tué à Luberizi, semble-t-il par ses gardes du corps, qui avaient été instrumentalisés par les chefs de groupes armés Mwenyemali et Intervention. Son commandant en second et petit frère Songa Kivuwe a pris la relève mais n'a conservé que sept combattants, jusqu'à ce qu'il se rende aux FARDC en avril 2017.⁶³ Un autre groupe qui a vu le jour en 2016 est celui de Kihebe, qui faisait partie de l'une des forces de défense locales de la chefferie de Bafuliiru, et a créé son propre groupe avec Musema en octobre de la même année.

Au cours des dernières années, le paysage des groupes armés n'a cessé de se fragmenter. Le 9 avril 2018, Karakara a été tué lors d'une attaque des FARDC à Rugeje, ouvrant la voie à la création de nouveaux groupes armés. En septembre 2018, le bataillon spécial des FARDC dirigé par le colonel Kalenga a lancé une campagne contre les groupes de Mbulu et Bigaya. Des jeunes hommes ont été arrêtés dans le cadre de cette répression, accusés d'être des Mai-Mai. Pour protester contre ces arrestations et protéger les jeunes locaux, Alain Shukuru, du village de Nyamoma, a créé son propre groupe armé. En 2019, d'autres groupes ont surgi, dont celui de Buhirwa Namufagake Nibwe, du village de Nyamuguli. Buhirwa avait déjà collaboré avec Simuzizi, puis avec

⁶³ Entretien avec un officier de la PNC, Sange, 18 février 2017 ; entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, 20 février 2017 ; et entretien avec un ex-officier de Bede, Sange, 3 mars 2017.

Songa Kivuwe, qui est décédé à la suite d'une maladie en septembre 2019 au Burundi. Par la suite, Buhirwa s'est débrouillé tout seul pour maintenir le groupe, en intégrant les combattants de Mwenyemali, qui était affaibli par la maladie et les blessures. Peu de temps après, en octobre, un autre groupe armé a fait son apparition dans les collines autour de Sange dans le groupement de Kigoma, dirigé par Lwaboshi Zakaria alias Shetani (« diable » en swahili), un ancien officier Mai-Mai pendant la deuxième guerre du Congo. Ce mouvement n'a pas longtemps duré, car Shetani a mis fin à ses activités en décembre et s'est enfui en Afrique du Sud après avoir vendu ses armes et son équipement à Buhirwa.

Cet aperçu illustre à quel point la mobilisation armée est volatile dans la plaine. On assiste continuellement à l'émergence de minuscules groupes armés, qui disparaissent rapidement lorsque les commandants meurent ou se rendent, et que leurs anciens officiers ou proches tentent de leur succéder. Pour citer un commentateur : « Ce ne sont plus des groupes armés mais des nébuleuses armées qui naissent et disparaissent à chaque instant ».⁶⁴

4.2 Les moteurs changeants de la mobilisation armée

La volatilité des groupes armés dans la Plaine et les Moyens Plateaux reflète l'évolution des raisons de la mobilisation armée, qui incluent généralement des motivations plus personnelles. Celles-ci comprennent l'avancement de carrière et le désir de générer des revenus, ainsi que des motivations plus politiques, liées à la protection de la communauté, aux griefs concernant des violences précédentes et aux conflits locaux. L'équilibre entre ces motivations a évolué entre les différentes vagues de mobilisation des groupes armés.

Une première vague a été largement motivée par les frustrations des anciens officiers des forces de défense locales Mai-Mai et RCD qui avaient intégré les FARDC après la deuxième guerre du Congo. Comme nous l'avons constaté, les déserteurs de l'armée qui ont créé de nouveaux groupes armés au cours de cette période étaient mécontents de leur situation au sein des FARDC,

⁶⁴ Entretien avec un expert des groupes armés, Sange, 16 février 2017.

notamment de la rigueur du service et des conditions de vie. Les salaires de l'armée sont maigres, et lorsqu'on n'occupe pas un poste de commandement ou d'état-major, les perspectives de gagner de l'argent en dehors de l'armée sont limitées. De plus, les officiers qui ont déserté n'avaient, pour la plupart, pas gravi les échelons au fil des ans. Cette marginalisation, selon eux, était le résultat de la discrimination systématique exercée par les officiers rwandophones (généralement des ex-RCD) qui semblaient dominer le commandement de l'armée. L'intégration du CNDP en 2009 et le processus de régimentation en 2011 ont confirmé cette analyse, car les rwandophones auraient obtenu un plus grand nombre de postes plus importants.⁶⁵

Outre ces « facteurs d'incitation » au sein de l'armée, de nombreux « facteurs attractifs » étaient également à l'œuvre, notamment des griefs concernant les violences commises pendant les guerres du Congo et des conflits liés à la gouvernance locale, souvent considérés comme étant de nature ethnique. De nombreux Bafuliiru étaient en colère contre les massacres commis pendant les guerres du Congo, qu'ils attribuaient aux rébellions de l'AFDL et du RCD dominées par les rwandophones, et cherchaient à obtenir justice et vengeance. De plus, ils étaient mécontents de la domination des Barundi sur la chefferie de la plaine de la Ruzizi pendant les guerres. Même si cette domination a pris fin en 2004, le conflit n'a pas été résolu. Ces sentiments ont poussé les déserteurs de l'armée à créer des groupes armés, ces mêmes sentiments ont servi de prétexte aux politiciens et aux hommes d'affaires pour les soutenir. De façon générale, ces élites politico-militaires ont fait valoir que ces griefs s'inscrivaient dans une logique d'autochtonie, invoquant la menace permanente d'une « invasion étrangère » et de groupes armés rwandophones, et appelant à « l'autodéfense communautaire » pour contrer cette menace. Cependant, les politiciens et les hommes d'affaires avaient également des motivations plus personnelles pour soutenir les groupes armés, espérant ainsi renforcer leur position de pouvoir.⁶⁶

⁶⁵ Entretiens avec des (ex-)officiers Mai-Mai, Kisanga, 12 février 2012 ; Kitundu, 15 février 2012 ; Luvungi, 16 mai 2015 ; Uvira, 12 juillet 2015 ; et Sange, 17 février 2017 et 28 février 2017. Voir également Eriksson Baaz and Verweijen (2013).

⁶⁶ Ibid. et entretiens avec des représentants politiques des groupes Mai-Mai, Uvira, 1er novembre 2014 ; 20 février 2017 ; et 28 février 2017 ; et Sange, 16 mai 2015 ; et entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 30 octobre 2014 et 1er novembre 2014.

Ce sont également des motivations liées à des circonstances à la fois plus personnelles et plus sociopolitiques qui ont incité les hommes de troupe à rejoindre les groupes armés. Ceux qui avaient perdu des membres de leur famille ou des amis proches pendant les guerres cherchaient à se venger, une motivation souvent associée au désir d'empêcher que la même chose arrive à d'autres, en d'autres termes de protéger les membres de la communauté. D'autres ont rejoint les groupes armés parce qu'ils avaient des difficultés à faire la transition vers la vie civile. Faire partie d'un groupe armé procure un sentiment d'appartenance, une identité de groupe et un but dans la vie. Pour beaucoup, « être dans la brousse » était devenu un style de vie qui, malgré les difficultés, était plus attrayant que la vie civile. De plus, beaucoup avaient des perspectives limitées d'accès à l'éducation ou à l'emploi.⁶⁷

Après 2012, lors de la deuxième vague de mobilisation armée, la nécessité d'assurer l'autodéfense de la communauté est devenue prioritaire, car le conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi refaisait surface. Là encore, les déserteurs mécontents des FARDC, notamment Karakara et Buneti, ont été à l'origine de la création de nouveaux groupes armés. Comme pour la première vague de mobilisation, les frustrations liées au manque d'avancement dans leur carrière, aux conditions de service difficiles et à la discrimination constatée au sein de l'armée ont joué un rôle dans leur décision de reprendre les armes. Cependant, comparées à la nécessité apparente de défendre leur communauté, ces considérations étaient de moindre importance.⁶⁸ Ce besoin de défense de la communauté a également généré une pression familiale et communautaire pour rejoindre les groupes armés. On attendait des jeunes de toute la plaine qu'ils se mobilisent pour faire avancer la cause de leurs communautés respectives dans le conflit au sein de la chefferie. Cependant, la mobilisation était inégalement répartie. Par exemple, presque aucun jeune de Nyakabere II (zone rattachée à la cité de Sange) ne s'est engagé. Nyakabere II est une zone dont les habitants ont des origines ethniques diverses. Pour citer un habitant, « ce n'est pas une entité coutumière, donc nous ne voulons pas être mêlés aux conflits

⁶⁷ Entretien avec des démobilisés et des remobilisés, Sange, 17 février 2017 ; Kigurwe, 18 février 2017 ; Nyakabere, 19 février 2017 ; et Luvungi, 19 février 2017.

⁶⁸ Entretiens avec un officier des FARDC ex-Mai-Mai, Luvungi, 16 mai 2015 et 20 février 2017.

coutumiers ». ⁶⁹ Il en a résulté que cette zone était souvent la cible des groupes armés de Mutarule/Katekama, qui les considéraient comme des traîtres. ⁷⁰ Dans d'autres villages, en revanche, de nombreux jeunes se sont engagés, le plus souvent parce que le chef du groupe armé était originaire de leur village. Par exemple, Bede et Karakara comptaient tous deux de nombreux soldats, y compris des membres de leur famille élargie, originaires de leur village natal, Mutarule. Ces exemples illustrent comment les liens sociaux préexistants façonnent les modèles de mobilisation armée.

Les forces de défense locales sont également apparues lors de la deuxième vague de mobilisation des groupes armés. C'est principalement le conflit dans la plaine et le dilemme sécuritaire qui en découle avec les Barundi et les Banyamulenge qui ont motivé les jeunes à rejoindre ces forces. Et pourtant, ces forces ont été de courte durée. Vers la fin de l'année 2012, les FARDC ont interdit toute activité de défense locale dans la Plaine, la considérant comme une usurpation dangereuse de l'autorité des services de sécurité de l'État. Plutôt que de se démobiliser, de nombreux combattants ont choisi de rejoindre des groupes armés. Outre l'intention constante de défendre leur communauté, leur décision d'aller dans la brousse était généralement motivée par des raisons personnelles. Il s'agissait notamment de perspectives d'emploi limitées et d'une soif de vengeance pour les violences commises contre des proches, notamment le massacre de Mutarule. De plus, certains avaient commis des crimes et étaient recherchés par l'armée. Cela concernait, par exemple, Simuzizi, qui avait attaqué les FARDC près de Kahanda en janvier 2013. Kihebe, qui faisait partie des Forces de défense locales de la chefferie de Bafuliiru, avait tiré sur son cousin en 2014 et s'était enfui dans la brousse pour échapper aux poursuites. ⁷¹

Depuis août 2015, une troisième vague de mobilisation, qui a débuté après la mort de Bede Rusagara, a été marquée par des motivations personnelles, notamment l'aspiration au leadership et le désir de s'enrichir, de jouir d'un statut et d'accéder au pouvoir. Comme mentionné plus haut, beaucoup de

⁶⁹ Entretien avec un notable de Nyakabere II, le 19 février 2017.

⁷⁰ Entretien avec le chef et les notables de Nyakabere II, le 19 février 2017.

⁷¹ Entretien avec un officier de la PNC, Sange, 18 février 2017 ; et entretien avec des experts des groupes armés, Sange, 17 février 2017.

ces groupes étaient des scissions de groupes existants ou ont été créés après la mort de chefs de groupes armés. Bien souvent, ces groupes armés n'ont pas été créés par des officiers ayant participé aux guerres du Congo, mais par des membres de la nouvelle génération, comme Jojo Kimanga, Songa Kivuwe, Kihebe, Alain Shukuru, Lubange Kishule et Buhirwa Namufagake.

La majorité des groupes armés qui ont fait leur apparition durant cette période visent essentiellement à générer des revenus, ce qui prend des formes de plus en plus criminelles et violentes. Plusieurs groupes de la première vague de mobilisation se livraient déjà à des activités criminelles génératrices de revenus. Par exemple, Nyerere excellait dans l'extorsion de sociétés de minibus (sur la route Uvira-Bukavu), en tendant des embuscades aux minibus de ces sociétés qui refusaient de faire un « don » mensuel.⁷² Le groupe de Bede a initié en 2013 et 2014 des formes d'activités criminelles relativement brutales, notamment des enlèvements, des pillages de bétail, des cambriolages et vols à main armée. Les combattants formés au sein de l'ancien groupe de Bede, ayant acquis les connaissances et les compétences nécessaires pour mener à bien ces types d'activités, continuaient souvent à les employer dans d'autres groupes. Ainsi, le groupe de Bede a inspiré d'autres groupes armés, qui se sont ensuite lancés dans des activités similaires de génération de revenus par la violence.⁷³ Suite à cette évolution, les groupes armés de la plaine se confondent de plus en plus avec des groupes de bandits et ont commencé à attaquer des membres de leur propre communauté. Comme l'explique un leader de la société civile, « du côté des Bafuliiru, on dirait que la donne a changé. Ce n'est plus Bafuliiru contre Barundi. Les Mai-Mai Bafuliiru attaquent maintenant les membres de leur propre communauté ».⁷⁴

La priorité qui est de plus en plus accordée à générer des revenus a eu un impact sur les motivations des hommes de troupe à rejoindre ou à rester dans les groupes armés. Comme l'a dit un observateur, « ce sont surtout les

⁷² Entretien avec un observateur des droits de l'homme basé à Kiliba, 4 novembre 2014 ; et entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, 19 septembre 2016.

⁷³ Entretiens avec des observateurs des droits de l'homme, Uvira 8 mai 2015 et Sange, 16 mai 2015 ; entretien avec des membres de la justice militaire, Uvira, 11 juillet 2015 ; entretien avec un expert des groupes armés, Luberizi, 3 mars 2017.

⁷⁴ Entretien avec un leader de la société civile, Sange, 16 février 2017.

jeunes délinquants et chômeurs qui sont dans les groupes armés. Les jeunes bien éduqués ne peuvent pas le faire. La majorité d'hommes de troupe sont des jeunes, non démobilisés... ils veulent manger sans travailler ».75 Il est toutefois trop simpliste de considérer le désir de générer des revenus uniquement en termes matériels. Les hommes de troupe ne reçoivent généralement qu'une infime partie des revenus des groupes armés, car ceux-ci sont répartis entre les officiers, le commandant en chef se taillant la part du lion. Le fait de générer des revenus est également synonyme de statut social et de désir « d'être quelqu'un ». Compte tenu de la hausse générale de la criminalité dans la plaine, échapper à la justice est une autre motivation pour rejoindre les groupes armés. Un commandant de police a expliqué :

Il y a des gens qui rejoignent les groupes armes pour fuir la justice. S. est un propriétaire de 2 bars a Luvungi et il a commencé à recruter des jeunes de Luvungi pour aller voler les panneaux solaires de Vodacom. Ils sont allés cachés ces panneaux solaires dans la boutique de R. Mais quand l'opération a été découverte, un de ces jeunes s' est rallié au groupe de Karakara.⁷⁶

Si les activités de cette dernière vague de groupes armés visent principalement à générer des revenus, cela ne se reflète pas dans le discours qu'ils utilisent pour obtenir du soutien, attirer de nouvelles recrues et justifier leurs activités. Si, au départ, ce discours concernait principalement le conflit dans la plaine, vers 2016, il a commencé à refléter les évolutions politiques nationales. Cette transformation est née de la crise politique nationale croissante liée aux élections et à la position du président Joseph Kabila. Des jeunes du village de Kigurwe se sont exprimés :

Le conflit avec les Barundi a perdu de son influence sur le processus de recrutement. C'était à l'époque de Bede... Les hommes de Mwenyemali sont venus recruter ici, mais nous avons refusé. Leur idéologie est maintenant de renverser le gouvernement. Quand ils recrutent, ils disent : « Nous préparons une guerre contre le gouvernement et après, vous aurez des grades et des fonctions ». Mais une fois en brousse, l'idéologie se transforme et c'est uniquement pour voler la population.⁷⁷

⁷⁵ Entretien avec un officier de la PNC, Sange, 16 février 2017.

⁷⁶ Entretien avec un officier de la PNC, Sange, 16 février 2017.

⁷⁷ Entretien avec des jeunes, Kigurwe, 18 février 2017.

Après les élections de 2018, le discours de renversement du gouvernement et de changement politique a perdu son attrait, et les politiques identitaires ont à nouveau fait leur entrée. En particulier, le conflit sur les Hauts Plateaux et la création de la commune rurale de Minembwe ont conduit au recyclage des vieux tropes « d'invasion étrangère » et « d'autodéfense communautaire ».⁷⁸

En dépit des beaux discours, les groupes de la plaine sont considérés comme étant une bande de criminels plutôt que des groupes armés par un grand nombre de la population. Si les groupes armés de la deuxième vague, notamment celui de Karakara, jouissent encore d'une certaine crédibilité en tant que protecteurs de la communauté, cela ne semble plus être le cas pour les groupes de la dernière vague. Un chef coutumier a déclaré : « Les Mai-Mai ne poursuivent aucun but, ils ne sont même pas capables d'expliquer leurs objectifs lorsque vous leur parlez... tous ceux qui sont dans la brousse veulent aussi s'enrichir, même s'ils disent qu'ils le font pour le pays ».⁷⁹ Il serait toutefois trop simpliste de conclure que ces groupes ne revêtent plus aucune dimension politique. Les discours qu'ils utilisent (« autodéfense communautaire », par exemple) sont politiques et ont un effet sur les combattants comme sur les civils, car ils renvoient à des croyances, des griefs et des sentiments d'insécurité profondément ancrés. Il est nécessaire de prendre en compte cette dimension politique implicite dans les efforts visant à mettre fin aux activités des groupes armés.

4.3 Le modus operandi des groupes armés et leurs emprises sociales

La tendance croissante des groupes armés à générer des revenus coïncide avec les transformations de leur organisation, de leur modus operandi et de leur position sociale. Les groupes armés de la plaine sont devenus de petites bandes ambulantes sans quartier général fixe. Si de nombreux groupes disposent encore d'un état-major dont les fonctions et la nomenclature

⁷⁸ Entretiens avec les autorités locales et les leaders communautaires, Mutarule, 21 octobre 2019 et Sange, 25 octobre 2019.

⁷⁹ Entretien avec un chef coutumier de Kigoma, contacté à Sange, le 17 février 2017.

sont similaires à celles de l'armée régulière (avec des officiers chargés du renseignement, des opérations et de la logistique nommés S2, S3, S4, etc.), ils sont généralement peu organisés. La tendance du commandant en chef est de centraliser toutes les recettes, ce qui entraîne souvent des conflits internes avec les quelques officiers du groupe. Il n'est pas rare que ces derniers soient des membres de la famille ou des ressortissants du village du commandant en chef. Dans la plupart des groupes, les hommes de troupe ne reçoivent aucune formation et le niveau de discipline est faible. Un observateur a décrit les groupes armés actuels comme suit :

Même celui qui n'a que deux personnes va dire qu'il a un groupe armé. C'est Bede qui a amené ce système ici. Après sa mort tout le monde a vu que ça donne de l'argent et ils ont commencé à le copier.⁸⁰

Le chef du village de Kigurwe a fait remarquer : « Il suffit d'une seule arme à feu pour se proclamer chef de guerre ».⁸¹ Les groupes étant devenus aussi petits et se livrant principalement au banditisme, les distinctions entre « groupes armés » et « groupes de bandits » ont fini par s'estomper. C'est d'autant plus vrai qu'il y a dans la plaine un nombre croissant de criminels professionnels qui opèrent soit individuellement, soit en petits groupes de deux ou trois personnes.⁸² De plus, les services de sécurité s'adonnent également au banditisme,⁸³ ce qui a rendu encore plus difficile l'identification des auteurs de crimes.

⁸⁰ Entretien avec un officier des FARDC, Sange, le 17 février 2017.

⁸¹ Entretien avec le chef du village de Kigurwe, contacté à Kigurwe, le 18 février 2017.

⁸² Ces bandits incluent notamment Mafikiri Manenga Martin alias Mbembe et Ombeni Rumenera alias Checheri de Kiliba, qui se livraient principalement à des enlèvements et des assassinats, et ont été arrêtés le 13 octobre 2019. Un autre est Mugiriki Bosco de Luvungi, qui s'est spécialisé dans les enlèvements et les embuscades sur la RN5, et a été arrêté le 11 janvier 2020.

⁸³ Rapports des points focaux en matière de droits de l'homme basés à Sange, Kiliba et Luvungi entre février 2016 et mars 2017.

LA NATURE INTIME DE LA MOBILISATION ARMÉE

Si la plupart des groupes armés ne comptent qu'un nombre limité de combattants, ils disposent en revanche de nombreux collaborateurs civils, qui les épaulent dans leurs activités de vol à main armée, de cambriolage et d'enlèvement. Ces collaborateurs se chargent du choix des cibles des crimes planifiés et rendent compte de leurs activités et de leurs mouvements, moyennant un pourcentage du butin. Plus souvent, ils sont les yeux et les oreilles des groupes armés dans les villages, fournissant des renseignements et indiquant qui dit du mal du groupe ou collabore avec les FARDC. Très souvent, on retrouve parmi ces collaborateurs des membres de la famille, des amis et d'anciens camarades de classe des membres des groupes armés, ce qui reflète le caractère intime de la mobilisation armée dans la plaine. Plus haut, nous avons observé que les groupes armés sont très proches de la population, tant sur le plan social que sur le plan territorial, et qu'ils se composent principalement de recrues issues de quelques villages seulement. Grâce à ce rapprochement, les groupes armés ont la possibilité d'exercer un niveau élevé de contrôle social, malgré leur nombre limité et leurs capacités militaires insignifiantes. Le vaste réseau de collaborateurs civils des groupes armés favorise également une grande méfiance entre les membres de la communauté, car chaque action ou transaction peut être signalée. Voici le témoignage d'un ancien combattant :

Les personnes qui ont de l'argent restent la cible principale. Il arrive que quelqu'un se fasse voler la nuit, simplement parce qu'il a vendu trois sacs d'arachides. Bien souvent, les gens reçoivent aussi des messages téléphoniques. Par exemple, ceux qui transportent de l'argent pour payer les infirmières, reçoivent un message de personnes qui demandent 10% et énumèrent le montant exact. Mais qui les a prévenus que cette personne transportait l'argent et le montant exact ? Même ceux qui vendent des cartes de recharge (avec des unités téléphoniques), lorsqu'ils vont à Uvira pour acheter des cartes, ils reçoivent souvent un message disant « vous devez nous envoyer une carte de 500 ». Ce sont les petits commerçants qui en sont les principales victimes.⁸⁴

⁸⁴ Entretien avec trois combattants démobilisés, Sange, 17 février 2017.

Ces pratiques ont pour conséquence que les gens se méfient de partager des informations sur leurs mouvements et leurs activités, ils sont toujours sur leurs gardes dans leurs conversations téléphoniques et se méfient a priori des clients et de leurs propres employés (voir aussi Verweijen 2019 : 35-39). De plus, la population est terrifiée à l'idée de se retrouver en conflit avec des collaborateurs civils de groupes armés. Ces derniers choisissent généralement leurs cibles parmi les personnes qu'ils n'aiment pas, avec lesquelles ils ont un différend ou avec lesquelles ils ont eu des frictions dans le passé. Ce climat de peur pousse les dirigeants locaux et les membres de la société civile à faire preuve d'autocensure dans leurs relations avec les groupes armés et à céder facilement aux demandes de paiement. Un chef Fuliiru a fait savoir que les groupes Mai-Mai l'appelaient régulièrement, soit pour de l'argent, soit au sujet de conflits :

Il disent qu'ils protègent la population, malgré que ce sont des rebelles, et si tu refuses ce qu'on te demande, ils font du désordre, alors tu es obligé de leur donner ce qu'ils veulent. Alors on est obligé de négocier avec les rebelles mais pour des bonnes causes. C'est pour éviter les dégâts, éviter les morts.⁸⁵

Les ONG sont également victimes d'extorsion. Comme l'explique un responsable, « toute personne qui désire travailler ici se voit demander de l'argent par les seigneurs de guerre, y compris les ONG ». Les employés des ONG sont intimidés : « Envoyez-nous quelque chose comme une carte téléphonique ».⁸⁶

Le sentiment de peur est renforcé par la tendance des gens à recourir aux groupes armés pour intervenir dans tous les types de conflits interpersonnels, comme les problèmes de dettes.⁸⁷ Un chef local à Mutarule a déclaré : « À chaque fois que quelqu'un vous doit une somme importante, il vous suffit de faire appel à quelqu'un dans la brousse pour qu'il réduise cette dette ». Les gens font également appel aux groupes armés en cas de conflits familiaux, de concurrence économique, de conflits fonciers, agropastoraux et même amoureux, en leur demandant de faire pression sur leurs adversaires. Dans

⁸⁵ Interview with Bafuliiru chief, Bukavu, 8 July 2015.

⁸⁶ Interview with civil society actors, Sange, 16 February 2017.

⁸⁷ Entretien avec des notables, Mutarule, 20 février 2017.

la majorité des cas, ces interventions ne débouchent pas sur une résolution du conflit, car les victimes gardent rancune et peuvent chercher à se venger à l'avenir, par exemple en sollicitant les services d'un autre groupe armé ou des FARDC (Eriksson Baaz et Verweijen 2014). Certaines personnes accusent leurs adversaires de sorcellerie, surtout lorsqu'il s'agit de personnes âgées, et font appel à des groupes armés pour trancher ce type de conflit. Par ailleurs, des accusations de sorcellerie circulent déjà, et à la suite d'un décès inopiné supposé être lié à la sorcellerie, on fait appel à des groupes armés afin de se charger de la présumée sorcière (Verweijen 2015d). Ces groupes enlèvent alors la soi-disant sorcière et demandent une rançon ou l'éliminent directement moyennant un paiement. Simuzizi et Bitwange ont été impliqués dans de nombreuses affaires de sorcellerie, ce qui fait de ces deux des personnes très redoutées.

LES EFFETS PARALYSANTS DE LA PEUR ET DE LA PROXIMITÉ

Le lien étroit qui unit la mobilisation armée à la population rend difficile la sortie des groupes armés de la brousse. Ceux qui tentent de convaincre ces groupes de se démobiliser sont facilement identifiés et pris pour cible. Le penchant qu'ont les groupes armés à générer des revenus illicites a encore compliqué les initiatives visant à les démobiliser. Les membres des groupes armés, qui ne dépendent plus du soutien matériel de leurs parents et amis, ont adopté un comportement de plus en plus agressif envers leurs proches. Il en résulte que ces derniers n'osent plus les convaincre de déposer les armes. Ainsi, de nombreux parents craignent désormais de dire à leurs enfants de rentrer à la maison. Un chef local a expliqué : « Les parents courent même le risque de se faire tuer lorsqu'ils informent l'Etat que leurs enfants sont dans la brousse, ce sont des jeunes mal intentionnés ». ⁸⁸ Les acteurs de la société civile sont eux aussi de plus en plus exposés. Une campagne de démobilisation des groupes Mai-Mai a été organisée en 2016 à Sange par la société civile, avec des sages et des organisations des jeunes. Ils n'ont cependant pas tardé à être intimidés par ces groupes et certains d'entre eux ont eu besoin que des soldats soient postés dans leurs maisons pendant plus de trois semaines. Après cette expérience, ils

⁸⁸ Entretien avec une autorité locale, Kigoma, 17 février 2017.

ont renoncé à l'initiative de pacification, estimant qu'elle était tout simplement trop dangereuse.

La peur de la vengeance fait également hésiter les gens à dénoncer les membres des groupes armés et leurs collaborateurs civils, qui sont généralement bien connus dans la communauté. Les personnes arrêtées par les services de sécurité sont souvent libérées rapidement en raison du trafic d'influence. Une fois libérées, les personnes arrêtées peuvent se venger de ceux qui les ont dénoncées. Les responsables de la justice et de la sécurité de l'État peuvent également être visés par ces actes de vengeance, sans compter qu'ils sont régulièrement victimes d'intimidation et d'ingérence des protecteurs politiques des groupes armés. Ce qui renforce la peur, c'est que les groupes armés ont souvent des collaborateurs au sein de la police et de l'armée, qui facilitent leurs activités génératrices de revenus, par exemple en organisant et en protégeant la vente de biens volés. Ces collaborateurs les préviennent également dès qu'une opération ou une arrestation est en cours (Verweijen 2019 : 44-48). Les FARDC ont tenté en 2016 de faire une recherche d'armes de maison en maison à Kasenga (un quartier d'Uvira), mais elles n'ont trouvé aucun jeune homme dans le quartier, et aucune arme. Les habitants avaient été prévenus à l'avance et avaient ensuite caché leurs armes.⁸⁹ Un membre de la justice militaire a expliqué que lorsqu'il était à bord de sa voiture pour effectuer une mission, il a reçu un appel téléphonique de Bede lui indiquant qu'il connaissait sa position exacte.⁹⁰ Dans de nombreux cas, ces collaborateurs de groupes armés sont des ex-Mai-Mai qui ont intégré les services de sécurité⁹¹ ou des recrues locales ayant des liens familiaux avec des groupes armés. Un chef de police a témoigné : « Je n'ai que des gens localement recruté. Ces gens informent leurs frères en brousse. Ils travaillent avec une double casquette. »⁹² De plus, de nombreux militaires déployés dans la plaine de la Ruzizi se sont mariés et ont eu des enfants avec des femmes Fuliiru qui ont des membres de leur famille dans la brousse. Chaque fois que des opérations militaires contre ces groupes sont prévues, ils informent leur belle-famille.

⁸⁹ Entretien avec des membres de la justice militaire, Uvira, 11 juillet 2015.

⁹⁰ Entretien avec des membres de la justice militaire, Uvira, 11 juillet 2015.

⁹¹ Entretien avec un agent de renseignement des FARDC, Luvungi, 19 février 2017.

⁹² Entretien avec un agent de la PNC, Luvungi, 13 mai 2015.

Cette collaboration généralisée reflète l'ambivalence de la population à l'égard des groupes armés. D'un côté, les groupes armés sont largement dénoncés pour la violence qu'ils infligent aux populations et l'insécurité qu'ils sèment. Les groupes armés sont souvent décrits comme une bande de voyous, de criminels ou de terroristes qui ne cherchent qu'à s'enrichir sur le dos des autres. D'un autre côté, beaucoup de gens se servent de ces groupes, par exemple pour régler des différends et des comptes personnels, ou pour renforcer leur influence politique et économique. Le Seigneur de guerre Bede a offert de l'emploi à de nombreuses personnes à Mutarule, son village natal, soit en faisant pression sur l'administration ou les ONG, soit en les embauchant directement dans ses activités économiques. Ces personnes sont devenues, par exemple, des chauffeurs dans sa flotte de minibus ou des cambistes dans ses activités de préfinancement. D'autres profitent plus indirectement de l'activité des groupes armés, en s'enrichissant dans l'économie criminelle qui résulte du banditisme de ces groupes. Ils peuvent, par exemple, vendre des marchandises volées ou de la viande de bœuf provenant de vaches volées. Les consommateurs en profitent également, car ils achètent ces produits à bas prix. Ces avantages, ainsi que la peur, font que de nombreuses personnes hésitent à s'opposer activement aux groupes armés. Cela explique en partie pourquoi l'activité des groupes armés dans la plaine ne présente aucun signe d'apaisement.

4.4 Les dynamiques régionales

Située à proximité du Rwanda et du Burundi et formant un passage vers les montagnes où les groupes armés peuvent facilement se camoufler, la plaine de la Ruzizi a servi de base arrière aux groupes armés étrangers depuis le début des années 1990. Cela a rendu sa stabilité sensible aux évolutions politiques et militaires des pays voisins.

Les opérations armées burundaises dans la plaine se sont à nouveau intensifiées ces dernières années. La première fois, c'était en 2011, après que les élections locales de 2010 au Burundi aient été contestées. Une autre vague a eu lieu en 2015, à la suite d'un coup d'État manqué du général Codefroid Niyombare. En réponse à la répression politique croissante déclenchée par

le coup d'État, de nouveaux groupes armés ont vu le jour, notamment les Forces républicaines du Burundi (FOREBU), qui ont établi des bases sur le territoire de Fizi. Par ailleurs, les groupes existants ont intensifié leurs activités, dont la Résistance pour un état de droit au Burundi (RED-Tabara), issue des réseaux du MSD qui est également en activité sur le sol congolais, y compris dans la plaine. Le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC a documenté le fait que ce groupe avait bénéficié d'un soutien de la part du Rwanda en 2015, consistant entre autres en une formation et une assistance logistique (ONU 2016 : para. 46-50). Parallèlement, dans la plaine de la Ruzizi et les Moyens Plateaux d'Uvira, les FNL (Forces nationales de libération) devenaient de plus en plus actives. Ce groupe avait été placé sous le commandement du général Aloys Nzabampema après que des tensions internes aient conduit à une scission du groupe en janvier 2013. L'autre partie, qui est restée fidèle au leader du parti politique FNL, Agathon Rwasa, a fini par mettre fin aux opérations militaires actives. En 2012, Rwasa s'était retiré de toute implication directe dans les activités militaires et est retourné au Burundi pour reprendre de l'activité politique. Cela n'a pas empêché le FNL, sous la direction de Nzabampema, de poursuivre les hostilités contre le gouvernement burundais, y compris des attaques transfrontalières. En partie sous la pression de leurs collègues burundais, les FARDC ont lancé des opérations contre les FNL sur les Moyens Plateaux en 2013 et 2015, avec l'aide de divers groupes Mai-Mai et de Forces de défense locales (Verweijen 2015b ; ONU 2016 : para. 42-45).

Vers la fin de 2016, les FOREBU ont quitté Fizi et se sont installés à Kiryama, dans le groupement de Kigoma de la chefferie de Bafuliuru (dans les Hauts Plateaux). Cette position stratégique offrait un accès facile au Burundi et au Rwanda via la plaine de la Ruzizi, ainsi qu'aux réseaux téléphoniques et radio du Rwanda et du Burundi. Dans le but de surveiller cette intensification de l'activité rebelle, des groupes Mai-Mai congolais ont été mobilisés pour fournir des renseignements aux réseaux burundais.⁹³ Au début de 2017, les groupes de Mbulu et Bigaya, entre autres, et un certain colonel Mathias Nibizi, un déserteur du FNL basé à Busumo (à l'ouest de Sange), ont été soupçonnés de travailler

⁹³ Entretien avec un ancien officier Mai-Mai, Sange, 16 février 2017.

avec les forces pro-gouvernementales burundaises.⁹⁴ Plus récemment, des groupes armés plus récents, tels que les Mai-Mai Buhirwa, Toto et Kijangala, auraient également joué un rôle. Un rapport du groupe d'experts des Nations Unies de 2017 détaille un réseau de trafic d'armes via la rivière Ruzizi depuis le Burundi vers les groupes Mai-Mai tels que Bigaya, Mwenyemali et Nyerere. Cela peut révéler que les efforts visant à contrer l'opposition armée burundaise sont soutenus par un appui matériel (ONU 2017 : para. 151-154).

Au cours de l'année 2018, des attaques transfrontalières très médiatisées contre le Burundi se sont produites plus souvent, surtout en mai et en septembre. L'attaque de mai a été précédée d'affrontements entre RED-Tabara et les Forces populaires du Burundi (FPB, le groupe qui a succédé aux FOREBU), après que ces groupes se soient brouillés entre eux (Anderson 2017). Plus tard durant la même année, des rapports jusqu'ici non vérifiés circulaient sur le soutien rwandais au groupe RED-Tabara. Cela s'est produit à un moment où les réseaux burundais étaient soupçonnés de soutenir la rébellion anti-Kigali du *Rwandan National Congress* (RNC, Congrès National Rwandais) basée dans les Hauts Plateaux de Fizi et Mwenga, qui était hébergée par le groupe rebelle Gumino des Banyamulenge. Un rapport du Groupe d'experts des Nations Unies de 2018 fait état d'un réseau de recrutement et d'approvisionnement du RNC opérant depuis Bujumbura, qui acheminait des livraisons d'armes et de munitions, d'armes, de bottes et d'uniformes (ONU 2018 : para. 36-48). Les événements survenus à la mi-2018 ont encore compliqué les relations entre le Rwanda et le Burundi. Des assaillants inconnus basés dans la forêt de Nyungwe, à cheval sur le Rwanda et le Burundi, ont mené de multiples attaques dans le district de Nyaruguru au Rwanda. Si le Rwanda a d'abord nié que ces attaques aient eu lieu, le Burundi a catégoriquement nié la présence d'un groupe rebelle dans la forêt de Nyungwe. Ce n'est que plus tard que la responsabilité des attaques a été revendiquée par un nouveau groupe rebelle rwandais, les Forces de libération nationale (FLN), aile armée du Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD) (Reuters 2019).

⁹⁴ Entretien téléphonique avec des experts des groupes armés, 25 octobre 2017 et 21 avril 2018.

Dans ce contexte de recrudescence des tensions régionales,⁹⁵ au moment où sont signalés des mouvements transfrontaliers continus de combattants rebelles burundais, l'armée burundaise (FDN), a intensifié son activité sur le sol congolais, où elle s'était livrée à des opérations périodiques depuis 2011. En octobre 2018, les forces spéciales des FDN, qui s'étaient introduites dans la plaine de la Ruzizi via Ngendo, ont lancé des opérations contre les groupes armés burundais dans les Moyens et Hauts Plateaux de Kigoma, conjointement avec les FARDC (Radio Okapi 2018). La FDN se serait servie des groupes de Mbulu et de Kijangala comme guides, ainsi que pour le renseignement et la logistique. De son côté, le groupe RED-Tabara aurait travaillé avec Kihebe, jusqu'à ce que ce dernier se rende en février 2019. Le groupe a ensuite commencé à travailler avec Nakishale (autour de Kitembe) et Ilunga, un dissident des Mai-Mai Mushombe.⁹⁶

Par ailleurs, le groupe RED-Tabara a collaboré avec d'autres groupes sur les Hauts Plateaux de Mwenga et d'Uvira, à la suite des combats qui se sont déclenchés dans cette région en 2018 et 2019. Ces combats ont impliqué, d'une part, une coalition de divers groupes armés Banyamulenge (Gumino, Twirwaneho) et le RNC rwandais et d'autre part, une large coalition des RED-Tabara, FNL et groupes Mai-Mai dirigés par des Bafuliiru et Babembe, plus précisément Biloze Bishambuke et les Mai-Mai Mtetezi. Ces affrontements ont intensifié les mouvements transfrontaliers de troupes étrangères, dont certaines passent par la plaine de la Ruzizi. Cela ne concerne pas seulement les combattants rebelles, mais aussi les troupes gouvernementales, dont, semble-t-il, des troupes de l'armée rwandaise (Kivu Security Tracker 2019). En octobre 2019, une attaque transfrontalière sur le Burundi a eu lieu, à Musigati à Bubanza, qui a été revendiquée par RED-Tabara (Nimubona 2019). Cette attaque a été suivie de mouvements des FDN vers la RDC via la plaine de la Ruzizi en novembre 2019, avec l'aide cette fois de Mbulu et de Shetani.⁹⁷

⁹⁵ Ces tensions et leurs conséquences sur la mobilisation armée à l'Est de la RDC sont décrits dans International Crisis Group (2020).
b150-averting-proxy-wars-eastern-dr-congo-and-great-lakes.

⁹⁶ Entretiens avec les autorités locales et acteurs de la société civile Luberizi, 20 octobre 2019 et Kigoma, 21 octobre 2019.

⁹⁷ Rapports des points focaux sur le terrain, 27 novembre 2019.

Cette recrudescence des tensions régionales a considérablement exacerbé l'instabilité dans l'ensemble de Fizi et Uvira, y compris dans la plaine de la Ruzizi. Tout d'abord, les civils congolais sont exposés à la menace directe des groupes rebelles burundais. Par exemple, après les opérations militaires contre le groupe RED-Tabara en janvier et février 2019, le groupe a menacé de se venger sur les civils soupçonnés d'avoir renseigné les FARDC. Le groupe a pillé le petit bétail dans les régions de Kitoga, Rudefwe et Lubuga au début du mois de février. Des combattants burundais seraient également impliqués dans des activités criminelles dans la plaine, notamment des embuscades contre des véhicules sur la RN5 (Debout RDC 2020). Par ailleurs, les fréquentes traversées de combattants étrangers créent une insécurité supplémentaire. Il n'est donc pas étonnant que certaines Forces de Défense Locale et même des groupes de banditisme tentent d'arrêter ces mouvements. A titre d'exemple, on peut citer les Rasta du groupement de Luvungi/Itara, qui ont capturé un élément FPB en janvier 2018. Au début de 2020, le retour observé dans la Plaine de combattants rebelles rwandais du Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD), un groupe dissident des FDLR, a créé de nouvelles tensions, compte tenu de la présence historique du groupe dans la région (Radio Okapi 2020).

Les alliances entre les groupes armés congolais et les factions armées pro- et anti-gouvernementales burundaises sont un autre moyen par lequel la présence de troupes étrangères contribue à l'instabilité, car elles entraînent des tensions entre les groupes ayant des alliés dans des camps opposés. En leur fournissant des armes et des munitions, ces alliances permettent également aux groupes armés de gagner en confiance et de renforcer leurs capacités militaires, ce qui les incite à attaquer rapidement leurs rivaux. L'attaque menée par Kijangala contre les positions de Kihebe à Mubere à la mi-2018 en est un exemple. Certains groupes, comme les Mai-Mai Buhirwa et Kijangala, compteraient également des combattants burundais dans leurs rangs. Au niveau local, ces combattants sont appelés « *imbonerakure* », en référence aux membres de la branche de la jeunesse au sein du parti politique burundais Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Cependant, il n'est pas évident que les combattants burundais au sein des groupes congolais appartiennent réellement à ce parti.

De nombreux jeunes burundais traversent la frontière en tant que migrants économiques et réfugiés ou pour travailler comme journaliers, et certains d'entre eux rejoignent les forces armées. Ces jeunes n'ont souvent pas de motivations politiques bien définies mais rejoignent les groupes armés congolais pour gagner leur vie.⁹⁸ Deux des conséquences signalées de ce recrutement étranger concernent la détérioration du comportement des groupes Mai-Mai envers les civils. Premièrement, cela accentue leur engagement dans le banditisme violent, en partie parce qu'ils sont dans l'obligation de gagner de l'argent pour payer les soldats étrangers. Deuxièmement, le fait que les soldats étrangers n'aient pas de loyauté partagée affaiblit l'emprise de leurs commandants congolais sur leurs troupes et donc leur capacité à maîtriser le mauvais comportement.

En définitive, l'instabilité de la plaine a été considérablement exacerbée par l'ingérence régionale sous la forme d'opérations menées par des forces armées étrangères et le soutien qui leur est apporté. Si elle n'a pas directement conduit à l'émergence de nouveaux groupes armés, elle a intensifié les tensions et l'activité des groupes armés déjà existants en imposant une dimension régionale. Cela peut facilement raviver les tensions locales et nationales, ainsi qu'affecter négativement le comportement des groupes armés.

⁹⁸ Entretiens avec les autorités locales et acteurs de la société civile Luberizi, 20 octobre 2019, Sange, 25 octobre 2019 et Ndunda, 27 octobre 2019.

Les efforts internationaux de stabilisation dans la plaine

Dans l'ensemble, les interventions internationales de stabilisation et de consolidation de la paix dans la plaine de la Ruzizi n'ont eu qu'un impact limité sur l'insécurité dans la région. Les embuscades, les enlèvements, le pillage du bétail, les vols à main armée et les viols restent une réalité quotidienne. La prolifération des groupes armés et des groupes de bandits armés perdure, et leurs collaborateurs civils ont développé de vastes systèmes de surveillance et de renseignement dans les communautés locales. La réglementation sociale est profondément militarisée, et on constate que les personnes font recours à des acteurs armés pour intervenir dans un large éventail de querelles et rancunes personnelles. Il en résulte un climat de peur profonde, d'insécurité et de méfiance mutuelle. Cela démontre que les initiatives prises par la MONUSCO et les ONG internationales n'ont pas réussi à remédier aux causes profondes du conflit et de la violence.

De nombreuses raisons expliquent l'impact limité des efforts internationaux de stabilisation et de consolidation de la paix. Certaines d'entre elles se rapportent à la mise en place et au soutien de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS ou I4S), conçue pour soutenir la mise en œuvre du Plan de stabilisation et de reconstruction pour l'est du Congo (STAREC). Ces facteurs comprennent : la mise en œuvre de l'I4S axée sur les projets plutôt que sur les processus ; la coordination limitée entre l'I4S et d'autres programmes, ainsi qu'entre ses différents donateurs ; et le fait que la MONUSCO n'était pas disposée à s'engager dans la deuxième phase du programme (pour des analyses critiques des premier et deuxième programmes ISSSS, voir Paddon et Lacaille 2011 ; de Vries 2015 ; de Vries 2016).

Dans le présent rapport, l'accent est mis sur le point de départ analytique du programme par rapport à la plaine de la Ruzizi, ainsi que sur les obstacles politiques à sa mise en œuvre. En se basant sur ces dimensions, trois raisons principales peuvent expliquer son impact limité : 1) une approche simpliste du conflit comme étant intercommunautaire (ou « ethnique »), au détriment de l'attention portée aux conflits intracommunautaires, interpersonnels et de classe ; 2) une implication limitée dans les dynamiques supra-locaux de conflit et de la violence, en particulier les acteurs politiques et militaires nationaux et régionaux ; et 3) le fait de se concentrer sur la dynamique du conflit, plutôt que sur les principaux moteurs de la violence.

5.1 Une approche simpliste du conflit comme étant « ethnique »

Les médias internationaux, les ONG et la MONUSCO ont systématiquement abordé l'insécurité dans la Plaine sous un angle de conflit « intercommunautaire » ou « ethnique ». Par exemple, même si le massacre de Mutarule en juin 2014 était de toute évidence une attaque de groupes armés contre des civils, la MONUSCO l'a présenté comme un « conflit interethnique ». Son chef de mission, Martin Kobler, s'est rendu dans la région peu après les événements « pour encourager les communautés locales à résoudre les conflits interethniques par le dialogue » (Oussou 2014). En cela, un rapport de l'International Crisis Group (ICG) de 2013 fait écho à l'analyse de la situation dans la plaine, selon laquelle le conflit entre Barundi et Bafuliiru, que l'on croit en désaccord depuis l'époque coloniale, est au cœur de l'insécurité (International Crisis Group 2013). Ne disposant pas de connaissances historiques approfondies, comme en témoigne le fait d'ignorer les travaux d'éminents historiens de la région, notamment les universitaires congolais Bosco Muchukiwa et Jacques Depelchin, le rapport de l'ICG renfermait de nombreuses inexactitudes historiques et un langage problématique (Verweijen 2013). Par exemple, il qualifie les Barundi « d'immigrants », alors qu'aucune frontière internationale n'existait au moment où ils se sont installés dans la plaine de la Ruzizi et qu'ils vivent sur le sol congolais depuis environ un siècle et demi (International Crisis Group 2013 : 4). En outre, aucune mention n'a été faite sur le fait que certains clans des Bafuliiru, tels que les Bazige et les Bagesera, sont originaires du

Rwanda et du Burundi actuels et devraient, selon les mêmes critères, être également considérés comme des « immigrants ».

Il convient de mentionner le rapport de l'ICG car il a servi de base au récit historique présenté dans une analyse du conflit par Search for Common Ground (SFCG 2014), qui a été utilisée dans la stratégie de stabilisation provinciale et le plan d'action STAREC et I4S 2015 pour la province du Sud-Kivu. Le rapport de SFCG reproduit également, plutôt que de le remettre en question, le récit selon lequel les Bafuliiru apparaissent comme la population « autochtone » et les Barundi comme des « étrangers ». Le rapport affirme, de manière problématique, que « les Rwandophones et les Burundais n'ont jamais été complètement intégrés au sein des communautés locales ou « autochtones » (SFCG 2014 : 9). Cette affirmation ignore l'histoire des clans Bazige et Bagesera et la longue histoire d'assimilation et d'intégration mutuelles des Barundi et Bafuliiru dans la plaine. Le fait de ne pas mentionner que la majorité des ménages de la région sont d'ascendance mixte crée une illusion de deux communautés distinctes et bien délimitées. L'ensemble du rapport est basé sur ce binaire, ce qui conduit à des inexactitudes historiques et à des interprétations douteuses des dynamiques contemporaines du conflit.

Le rapport présente les conflits fonciers et agropastoraux entièrement sous forme de conflits intercommunautaires. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs de bétail sont supposés « avoir une dimension ethnique étant donné que la majorité des éleveurs de bétail sont des Banyamulenge et des Barundi, tandis que la majorité des cultivateurs de la région sont des Bafuliiru, des Babembe et d'autres communautés (SFCG 2014 : 15) ». Comme nous l'avons constaté, cette analyse n'est pas exacte, étant donné que la plupart des Barundi sont des agriculteurs et que les Bafuliiru possèdent des troupeaux de bétail assez importants. En ce qui concerne les conflits fonciers, le rapport mentionne seulement que « dans la plaine de la Ruzizi, les communautés se sont affrontées en 2005 en raison de la vente de terres coutumières par les chefs de groupement » (SFCG 2014 : 22). Il ne mentionne pas que la grande majorité des terres ont été vendues par les autorités coutumières au détriment des membres de leur propre communauté, et ne reflète pas davantage la dynamique de classe de l'accaparement des terres par les élites au détriment des petits exploitants.

La stratégie provinciale de stabilisation ne fait que reproduire l'accent particulier mis sur le « conflit interethnique », en considérant les frictions entre Barundi et Bafulliiru comme le principal moteur de conflit dans la plaine de la Ruzizi (Province du Sud-Kivu 2015 : 7). Cette analyse n'est pas totalement fautive en ce qui concerne la situation dans la plaine en 2013 et 2014, lorsque le conflit de succession du pouvoir coutumier était au premier plan. Cependant, il est simpliste de considérer ce conflit uniquement sous un angle ethnique. De plus, mettre l'accent sur la dimension ethnique implique de négliger de nombreux autres principaux moteurs de conflit et de la violence. Par exemple, la section sur la « mobilisation autour du foncier et de l'identité » ne mentionne pas les conflits intra-ethniques et de classe, et met en avant le « dialogue inter-ethnique » comme solution aux conflits fonciers (Province du Sud-Kivu 2015 : 52). De même, la section sur les dynamiques sécuritaires se concentre uniquement sur les aspects intercommunautaires (Province du Sud-Kivu 2015 : 18), même si les affrontements et la rivalité entre les groupes armés Fuliiru étaient déjà à ce moment-là une source majeure de violence dans la plaine.

Étant donné l'accent mis par la stratégie et le plan de la province sur les tensions ethniques, il n'est pas étonnant que les projets de stabilisation dans la Plaine aient été centrés sur le dialogue intercommunautaire. Cependant, de nombreuses personnes interrogées ont remis en question l'utilité de ces dialogues pour instaurer la stabilité. Certains observateurs ont souligné que l'accent mis a priori sur le conflit « interethnique » a poussé le débat dans une certaine direction, réduisant ainsi la possibilité de discuter d'autres moteurs de conflit et de la violence. D'autres ont estimé que l'accent mis sur les communautés dans leur ensemble était simpliste et stigmatisant, estimant que l'accent devait plutôt être mis sur les individus. D'autres encore ont souligné que ces activités impliquaient toujours les mêmes personnes, pour qui cela était devenu une sorte de business en raison des per diem qui les accompagnaient, et qu'elles ne touchaient donc finalement que peu de parties prenantes. Enfin, certains ont émis des doutes quant à la valeur des « dialogues » par rapport aux activités concrètes de développement.⁹⁹

⁹⁹ Interviews with participants in dialogue activities, Kabunambo, 20 October 2019; Mutarule 1 and 2, 17 and 21 October 2019; Bwegera, 18 October 2019; and Uvira, 21 October 2019.

Le fait que les projets des ONG dans un contexte de relations intercommunautaires tendues peuvent accroître la prise de conscience des tensions intercommunautaires, même lorsqu'ils sont conçus pour s'attaquer à ces mêmes tensions, a encore limité les effets des activités de dialogue communautaire. Dans une situation de chômage chronique, l'emploi des ONG vaut de l'or. Par conséquent, les différentes communautés accuseront les ONG intervenantes de partialité et de recruter davantage de personnes dans le camp adverse. C'est ce qui s'est passé, par exemple, avec les projets du consortium composé de l'International Rescue Committee (IRC), ZOA-International, SFCG et International Alert. Ces ONG ont également été accusées de renforcer l'administration parallèle dans la plaine en travaillant avec les Fuliiru plutôt qu'avec les chefs de groupement Barundi, et ce dans le but de faciliter leurs activités sur le terrain et d'éviter d'être dérangées par les groupes Mai-Mai. Il en a été de même pour les Comités mixtes agriculteurs-éleveurs, destinés à résoudre les conflits agropastoraux. Étant donné que les comités comprenaient des notables Bafuliiru, ils ont été considérés par les dirigeants Barundi comme légitimant les autorités illégales. De plus, les leaders Barundi ont remis en question la nécessité de discuter des conflits agropastoraux tant que les Bafuliiru refusaient de payer l'impôt sur le bétail.¹⁰⁰ Pourtant, l'exclusion des leaders Bafuliiru aurait limité l'accès et la participation des Bafuliiru, sapant ainsi l'objectif d'intégration communautaire. Ces dilemmes illustrent comment les initiatives de consolidation de la paix peuvent, par inadvertance, enraciner les conflits intercommunautaires plutôt que de les résoudre.

5.2 Une implication limitée dans les dynamiques supra-locales du conflit et de la violence

Les participants à la recherche ont souvent souligné que les initiatives internationales de consolidation de la paix et de stabilisation ne sauraient être

¹⁰⁰ Entretiens avec des leaders Barundi, Mutarule, 17 octobre 2019 et Bwegera, 18 octobre 2019. On pense également que International Alert a renforcé le conflit entre l'administrateur du territoire d'Uvira et le maire de la ville d'Uvira. Apparemment, ils préféraient traiter avec le maire, même si les questions relatives à la plaine relevaient de la compétence de l'administrateur.

efficaces aussi longtemps qu'elles ne s'attaquent pas au comportement destructeur des politiciens extrémistes et toxiques, généralement décrits comme des tireurs de ficelles. Certaines personnes interrogées ont même insisté sur le fait que ces politiciens devraient être poursuivis en justice plutôt que d'être impliqués dans des projets communautaires.¹⁰¹ Les ONG qui travaillent sur les conflits fonciers ont été confrontées au même problème d'obstruction par les élites, ce qui les a poussées à limiter leurs interventions aux conflits à petite échelle concernant les limites parcellaires plutôt que de se concentrer sur l'accaparement des terres par les grands concessionnaires. En effet, il a été difficile pour les interventions de consolidation de la paix et de stabilisation au niveau local d'atteindre les acteurs des conflits nationaux et régionaux, y compris les politiciens et gouvernements étrangers (les difficultés à atteindre les acteurs supra-locaux dans les interventions de consolidation de la paix à Uvira sont présentées en détail dans Van Leeuwen et al. : 2020).¹⁰²

Si la MONUSCO et les ONG internationales de consolidation de la paix sont conscientes que les politiciens jouent un rôle majeur dans l'atténuation ou l'aggravation des conflits, elles ne disposent souvent d'aucune approche spécifique pour y remédier. Les inclure dans les pourparlers et autres activités risquerait de les légitimer, surtout tant que leur rôle néfaste n'est pas résolu. En revanche, les isoler pourrait les radicaliser davantage, car cela les écarte des autres points de vue. Le risque de légitimation est particulièrement élevé lorsque des acteurs très en vue sont ouvertement présentés comme des « champions de la paix » alors que leur comportement sur le terrain suggère le contraire. Un exemple concret est l'histoire de réussite présentée sur le site web de l'ONG « Interpeace » concernant deux politiciens des communautés Barundi et Bafuliiru qui ont décidé de se présenter aux élections provinciales avec une candidature commune. Ces leaders étaient le chef coutumier Claude Mirundi du côté Barundi, et le professeur Dieudonné Di-Kuruba Muhinduka du côté Bafuliiru (Interpeace, 2015). Le professeur Muhinduka est cependant membre de la communauté Bavira, et non Fuliiru. Par ailleurs, Claude Mirundi est cité comme ayant organisé le recrutement et le soutien

¹⁰¹ Entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, 21 octobre 2019 et Sange, 25 octobre 2019.

¹⁰² Les difficultés à atteindre les acteurs supra-locaux dans les interventions de consolidation de la paix à Uvira sont présentées en détail dans Van Leeuwen et al. : 2020.

logistique du groupe armé Barundi basé à Mutarule qui a été impliqué dans le massacre de Mutarule en 2014, ce qui lui a valu d'être inculpé par la Haute Cour militaire congolaise (Human Rights Watch 2019). Il a également été tenu responsable de la cache d'armes trouvée à Mutarule en février 2016 et a été accusé de soutenir le groupe armé burundais qui a utilisé ces armes, ce qui a conduit à son arrestation et à son transfert à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa (Uvira Online 2016b). Cet incident souligne les dangers de s'engager avec les élites dans des initiatives de consolidation de la paix sans une bonne connaissance du contexte.

Les FARDC sont un autre acteur supra-local qui exerce une grande influence sur la stabilisation mais qui s'est avéré difficile à aborder dans les interventions internationales. L'armée joue un rôle assez paradoxal, favorisant à la fois l'insécurité et la sécurité. D'une part, comme nous l'avons mentionné dans ce rapport, elle encourage la mobilisation armée en collaborant avec les groupes armés dans leurs activités illégales génératrices de revenus, comme le pillage du bétail, en vendant des armes et des munitions aux groupes armés et en leur fournissant des renseignements importants. En outre, elle contribue à exacerber les dilemmes sécuritaires en ne sachant pas intervenir à temps pour protéger les civils et en donnant l'impression d'être partielle ; elle se livre à des actes de violence contre les civils, notamment des arrestations et des détentions arbitraires, des actes de torture et des meurtres. D'autre part, les FARDC affaiblissent les groupes armés par des opérations militaires, traquent et arrêtent les bandits armés, et s'engagent dans des efforts de démobilisation des groupes armés. En 2015, le général Bwange Safari, commandant du secteur opérationnel du Sud/Sud-Kivu, a lancé une initiative de démobilisation prometteuse, convainquant de nombreux chefs de guerre, dont Mazimano, Amuse Guelle, Tigre et Mbulu, de sortir de la brousse. Il a également employé d'anciens chefs Mai-Mai, tels que Fujo Zabuloni et Ernest Buneti, pour convaincre d'autres Mai-Mai de se démobiliser. Cependant, il n'a pas obtenu une grande collaboration de Kinshasa pour mener à bien cette initiative de démobilisation. Surtout, il n'a pas reçu les moyens de s'occuper de ceux qui s'étaient rendus. De nombreux chefs de guerre sont restés environ cinq mois à Sange, mais sont retournés dans la brousse car ils n'étaient pas bien accueillis. Même les ex-Mai-Mai travaillant à la démobilisation des autres ont été payés directement par le secteur opérationnel,

le général Safari n'ayant pas réussi à régulariser leur situation de paiement avec Kinshasa.¹⁰³ Pour certains informateurs, ces événements indiquent un déraillement délibéré de l'initiative de démobilisation du général, la qualifiant « d'échec planifié » qui refléterait l'absence totale de volonté de stabiliser l'Est du pays de la part de Kinshasa.¹⁰⁴ Si le degré d'intention est difficile à établir, le fait est qu'aucun soutien n'a été apporté pour prendre en charge ceux qui sont sortis de la brousse. Les acteurs internationaux n'ont pas non plus été en mesure de soutenir l'initiative, invoquant leur coordination limitée avec les politiques et pratiques des FARDC ainsi que de l'influence limitée qu'ils exercent sur celles-ci.

Par ailleurs, les acteurs internationaux exercent une influence limitée sur les acteurs militaires régionaux. Dans sa dimension régionale, l'I4S insiste sur le renforcement du contrôle des frontières et sur la prise en charge des réfugiés et des rapatriés. Cela revient à s'attaquer aux symptômes, et non aux causes, des facteurs régionaux d'instabilité. La MONUSCO et les autres acteurs des Nations unies ont pris peu d'initiatives pour s'attaquer à la présence de groupes et de forces armées étrangers autres que les FDLR à Uvira et dans la région environnante de Fizi. En effet, en dépit du fait que le camp de réfugiés de Lusenda à Fizi, près de la frontière, soit utilisé comme base de rassemblement par le FOREBU, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) n'a fait que des efforts limités pour relocaliser le camp ou s'attaquer au problème de la circulation des armes à travers ce camp.¹⁰⁵ The presence of the Burundian army in Kiliba between 2011 and 2014, where it also trained *imbonerakure*, (United Nations 2015: para 83-89) was also not addressed by international actors. MONUSCO initially even denied the FDN presence. It was only after it started to get international media coverage in 2014 that the peacekeeping mission looked into the matter (Radio France Internationale 2014). The recent incursions of both FDN and RDF troops have been met with silence on the part of MONUSCO, even though they raise

¹⁰³ Entretien avec Fujo Zabuloni et Ernest Buneti, Uvira, 28 février 2017.

¹⁰⁴ Entretien avec des officiers FARDC, Uvira, 12 juillet 2015.

¹⁰⁵ Entretien avec des membres de la société civile, Mboko, 22 février 2017 ; entretien avec un officier FARDC, 24 février 2017 ; et entretien avec des acteurs de la société civile de Lusenda, contactés à Uvira le 26 février 2017.

serious concerns among Congolese citizens, and there is a lack of transparency concerning these operations (Rolley 2020). At the same time, it is unclear what diplomatic initiatives are being taken to address the tensions between Rwanda, Uganda and Burundi. Yet diminishing these tensions is a precondition for stabilizing the eastern DRC (International Crisis Group 2020).

5.3 Une approche axée sur la dynamique des conflits, plutôt que celle de la violence

Les initiatives de stabilisation dans la plaine de la Ruzizi, comme le reflète le plan de stabilisation régional, se sont surtout penchées sur les conflits intercommunautaires et les conflits liés à la terre et à son utilisation. Toutefois, le fait de s'attaquer à ces conflits a peu contribué à la réduction de la violence, et ce pour deux raisons. Premièrement, une grande partie de la violence n'est pas directement liée à ces conflits, et lorsque c'est le cas, il y a rarement une relation directe entre les deux. Deuxièmement, les efforts d'atténuation et de résolution des conflits sont souvent réduits à néant par la violence. Par exemple, les initiatives des comités mixtes pour résoudre les conflits agropastoraux dans la plaine ont été entravées par le pillage du bétail et l'implication des acteurs armés, en partie parce que le pillage du bétail fait soupçonner que le camp adverse a mobilisé des acteurs armés, créant ainsi un climat de méfiance et d'animosité.¹⁰⁶

Pour ce qui est des relations entre conflit et violence, la majeure partie de la violence dans la plaine émane actuellement de vols, d'embuscades, de cambriolages, de pillages de bétail et, occasionnellement, de meurtres commandités. Ces incidents sont pour la plupart motivés par la quête de revenus, et parfois par des conflits interpersonnels. En outre, certaines violences, comme les vols, semblent découler en partie de la dynamique au sein des groupes armés. Il est nécessaire d'accorder plus d'attention à ces différents moteurs de la violence dans les initiatives de stabilisation.

¹⁰⁶ Pour une analyse des relations complexes entre la dynamique des conflits et la dynamique de la violence et de la manière dont cela se reflète dans les conflits agropastoraux, voir Verweijen et Brabant, « *Cows and guns* ».

Les activités criminelles ne sont pas seulement le fait des groupes armés, mais aussi des bandits armés et des agents des services de sécurité. Cependant, les bandits ne sont pas concernés par les initiatives de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) ou les opérations militaires, et la police est mal équipée pour les affronter. Tout comme pour les combattants des groupes armés, les bandits sont souvent connus dans la communauté. Par conséquent, la pression exercée par leur entourage et leur famille, ainsi que les efforts des dirigeants locaux, pourraient les amener à changer de comportement. Les services de sécurité de l'État sont également impliqués dans le banditisme. Pourtant, ce phénomène semble susciter beaucoup moins d'intérêt sur la scène internationale en comparaison avec leur implication dans d'autres types d'abus (comme les violences sexuelles), quand bien même le banditisme entraîne de graves violations des droits de l'homme et constitue une source majeure d'insécurité au quotidien. Les initiatives de réforme du secteur de la sécurité devraient donc prendre en considération l'ensemble des facteurs associés au mauvais comportement du personnel de sécurité. Les collaborateurs civils des bandits doivent également être pris en compte. Ils jouent un rôle capital dans le banditisme car ils aident non seulement à repérer les cibles et à préparer les attaques, mais aussi à vendre le butin ou à collecter les rançons. Les initiatives de stabilisation actuelles ne ciblent que rarement ces collaborateurs, notamment par des campagnes de sensibilisation ou des pressions communautaires.

Les conflits interpersonnels sont un autre moteur de la violence dans la plaine qui n'est pas suffisamment pris en compte dans les efforts de stabilisation. Selon la tradition, les chefs locaux, y compris les autorités coutumières et les chefs de quartiers (autorités urbaines locales), sont les autorités compétentes pour traiter ces types de conflits. Cependant, ces chefs exigent souvent une rémunération, ce qui réduit l'enthousiasme de recourir à leurs services. De plus, leur autorité s'est quelque peu amoindrie au fil des ans, y compris dans les affaires liées à la sorcellerie (Verweijen 2015d). Certaines initiatives de consolidation de la paix, telles que les comités locaux de médiation et de réconciliation, traitent également les conflits personnels, tels que les conflits fonciers, les dettes, les héritages et autres affaires familiales. Si ces comités gèrent de nombreux litiges, leur existence ne suffit pas pour dissuader les gens de solliciter des acteurs armés pour régler leurs conflits. Cela démontre

que ces comités ne sont pas toujours considérés comme capables de traiter les conflits de manière satisfaisante. L'une des raisons est que certaines personnes peuvent vouloir se venger et nuire à leurs adversaires, plutôt que de chercher une solution pacifique. Les programmes de stabilisation devraient s'intéresser davantage aux raisons qui poussent les gens à entreprendre des actions violentes contre leurs rivaux et adversaires, et à la manière de résoudre ce problème.

Enfin, pour éradiquer certains types de violence, il est indispensable de comprendre la dynamique interne des groupes armés. Par exemple, la plupart des violences sexuelles commises par des membres de groupes armés dans la plaine ne semblent pas être ordonnées par des commandants, ni répondre à des objectifs stratégiques ou tactiques. Pourtant, cette violence est bel et bien tolérée, ce qui suppose que les commandants ne sanctionnent pas les subalternes qui s'y livrent (voir aussi Wood 2018). Plusieurs raisons peuvent expliquer cette attitude. Tout d'abord, les commandants s'emparent de la plupart des revenus des groupes armés, ne laissant que des miettes pour les hommes de troupe. Tolérer la violence sexuelle est un moyen économique d'accorder aux combattants une forme de gratification, qui les motivera à rester dans le groupe armé. Deuxièmement, la discipline est faible dans de nombreux groupes actuels opérant dans la plaine et sur les Moyens Plateaux. Les soldats ne reçoivent aucune formation et opèrent souvent de manière dispersée. Par conséquent, chaque fois que les commandants tentent de les contenir, les combattants peuvent se révolter. Les commandants préfèrent donc tolérer certains abus (Eriksson Baaz et Stern 2013). Troisièmement, conformément aux normes informelles en vigueur dans de nombreux groupes armés, le viol est acceptable, ce qui explique pourquoi il se produit à une si grande échelle, sans que cela ne serve aucun objectif militaire ou collectif précis. Il est donc nécessaire de continuer le travail de sensibilisation des groupes armés au droit international humanitaire et aux principes des droits de l'homme. Si le Comité international de la Croix-Rouge mène ces activités, il ne s'adresse généralement pas aux groupes armés plus petits et plus volatiles qui opèrent dans la plaine. Même lorsque ces groupes opèrent davantage comme des unités de banditisme, il est essentiel de les instruire sur les principes des droits de l'homme.

Conclusion et considérations politiques

Une analyse détaillée des dynamiques de conflit et de violence dans la plaine de la Ruzizi a été présentée dans le présent rapport. Il a été démontré que ces moteurs ont évolué au fil du temps. Après la deuxième guerre du Congo (1998-2003) et jusqu'en 2012, ils étaient largement liés aux frictions découlant de l'intégration de l'armée. Les griefs concernant les violences passées et les conflits locaux jouaient un rôle secondaire et étaient exploités par les entrepreneurs politiques et militaires pour renforcer leur position de pouvoir. Entre 2012 et 2015, les conflits de succession du pouvoir coutumier (généralement à caractère ethnique) sont devenus un des principaux moteurs de conflit et de la violence, étant liés de manière complexe aux tensions inter et intracommunautaires et aux dilemmes de sécurité locale qui en découlent. À partir de 2015, la pertinence de ces conflits de succession du pouvoir coutumier a diminué. Les dynamiques à d'autres niveaux ont gagné en importance, car les conflits au sein des pays voisins et entre eux se sont intensifiés. De plus, le lien entre les conflits locaux et la violence s'est affaibli, car le paysage des groupes armés s'est fragmenté et de plus en plus de groupes armés se concentrent principalement sur le banditisme.

Les efforts internationaux de consolidation de la paix et de stabilisation n'ont pas réussi, dans l'ensemble, à identifier et à aborder de manière adéquate les moteurs changeants de la violence et des conflits. Comme le démontre le présent rapport, ces interventions se sont concentrées sur la résolution des conflits « intercommunautaires » ou « ethniques », alors qu'il s'agissait d'une analyse erronée du conflit de succession du pouvoir coutumier de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. Pour prévenir de telles erreurs, les interventions doivent reposer sur une compréhension adéquate de l'histoire et éviter de reproduire

des récits inexacts et nuisibles, tels que la qualification erronée « d'immigrants » et « d'autochtones ». En outre, elles devraient accorder plus d'attention aux conflits intracommunautaires et de classe, y compris les conflits de succession du pouvoir coutumier et l'accaparement des terres à grande échelle.

Cette approche simpliste du conflit comme étant intercommunautaire a conduit les interventions internationales à ignorer les dynamiques et acteurs nationaux et régionaux du conflit et de la violence. Il convient de réfléchir davantage à la manière de s'engager auprès de ces acteurs, notamment les politiciens et les hommes d'affaires connus pour semer la division et soutenir les groupes armés (voir également Verweijen 2013b). De plus, les efforts de stabilisation internationaux doivent trouver un moyen de mieux harmoniser les efforts à la fois de la base vers le sommet et inversement. Cela concerne notamment l'amélioration du comportement de l'armée nationale, qui joue un rôle majeur dans les dynamiques locales de conflit et de violence, mais dont la réforme nécessite des initiatives politiques nationales. Les acteurs internationaux de la stabilisation et de la diplomatie devraient également développer une approche cohérente pour faire face à la présence de groupes et de forces armées étrangers, en harmonisant les outils diplomatiques, politiques et militaires dans les initiatives régionales.

Enfin, il est nécessaire d'identifier et de s'attaquer aux moteurs de la violence en plus des moteurs du conflit. Il convient donc de se tourner vers les membres de la communauté et les services de sécurité, et pas seulement vers les groupes armés, qui se livrent au banditisme. Cela implique également la nécessité d'initiatives visant à résoudre les conflits interpersonnels et la manière dont ils alimentent la violence, notamment au travers des meurtres commandités et des accusations de sorcellerie. En outre, il faut se concentrer davantage sur l'atténuation de la violence perpétrée par les groupes armés, notamment en s'engageant directement auprès d'eux en vue d'influencer les normes et leur application. Trop souvent, les efforts de consolidation de la paix et de stabilisation partent du principe que la résolution des conflits réduira automatiquement la violence. Si cela peut être vrai dans les régions où les deux sont étroitement liés, c'est de moins en moins le cas dans la plaine de la Ruzizi et dans un certain nombre d'autres régions de l'Est de la RDC. Dans ces contextes, la dynamique de la violence doit être traitée en tant que telle et non comme une conséquence de la dynamique du conflit.

- Anderson, Jordan (2017): *Burundi's newest, biggest rebel group*, African Arguments, <https://africanarguments.org/2017/10/03/burundi-newest-biggest-rebel-group/>.
- BBC News (2015): *Burundi crisis: Military bases attacked in Bujumbura*, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-35070154>.
- Brabant, Justine and Nzweve, Jean Louis (2013) : *La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC): État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*, Life and Peace Institute, Uppsala.
- Callaghy, Thomas, (1984): *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*, Columbia University Press, New York.
- CIRESKI Centre Indépendant de Recherches et Études Stratégiques au Kivu (2013): *Le pouvoir coutumier, facteur de l'instabilité sociale et communautaire*.
- CIRESKI Centre Indépendant de Recherches et Études Stratégiques au Kivu (2014): *Du conflit dans la dynastie 'Hamba' chez les Bafuliiru*.
- CIRESKI Centre Indépendant de Recherches et Études Stratégiques au Kivu (2015): *Au-delà du massacre. Analyse de l'évolution des conflits dans la Plaine de la Ruzizi*.
- Claessens, Klara, Mudinga, Emery and Ansoms, An (2014): *Competition over soil and subsoil: Land grabbing by local elites in South Kivu (DRC)*. In Ansoms, A. and Hilhorst, T. (eds) *Losing your Land: Dispossession in the Great Lakes*, pp. 82-102, James Currey, Woodbridge.
- Debout RDC (2020) : *Sud-Kivu, Plaine de la Ruzizi, un tronçon de la mort*, <https://www.deboutrdc.net/politique/sud-kivu-plaine-de-la-ruzizi-un-troncon-de-la-mort/>.
- Depelchin, Jacques (1974): *From Pre-capitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800-1965)*, PhD dissertation, Stanford University.
- de Vries, Hugo (2015): *Going Around in Circles. The Challenges of Peacekeeping and Stabilization in the Democratic Republic of the Congo*, CRU Report, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, The Hague.
- de Vries, Hugo (2016): *The Ebb and Flow of Stabilization in the Congo*, PSRP Briefing Paper 6, Rift Valley Institute, London.
- Eriksson Baaz, Maria and Verweijen, Judith (2013): *The volatility of a half-cooked bouillabaisse. Rebel-military integration and conflict dynamics in eastern DRC*. African Affairs, 449, 563-582.

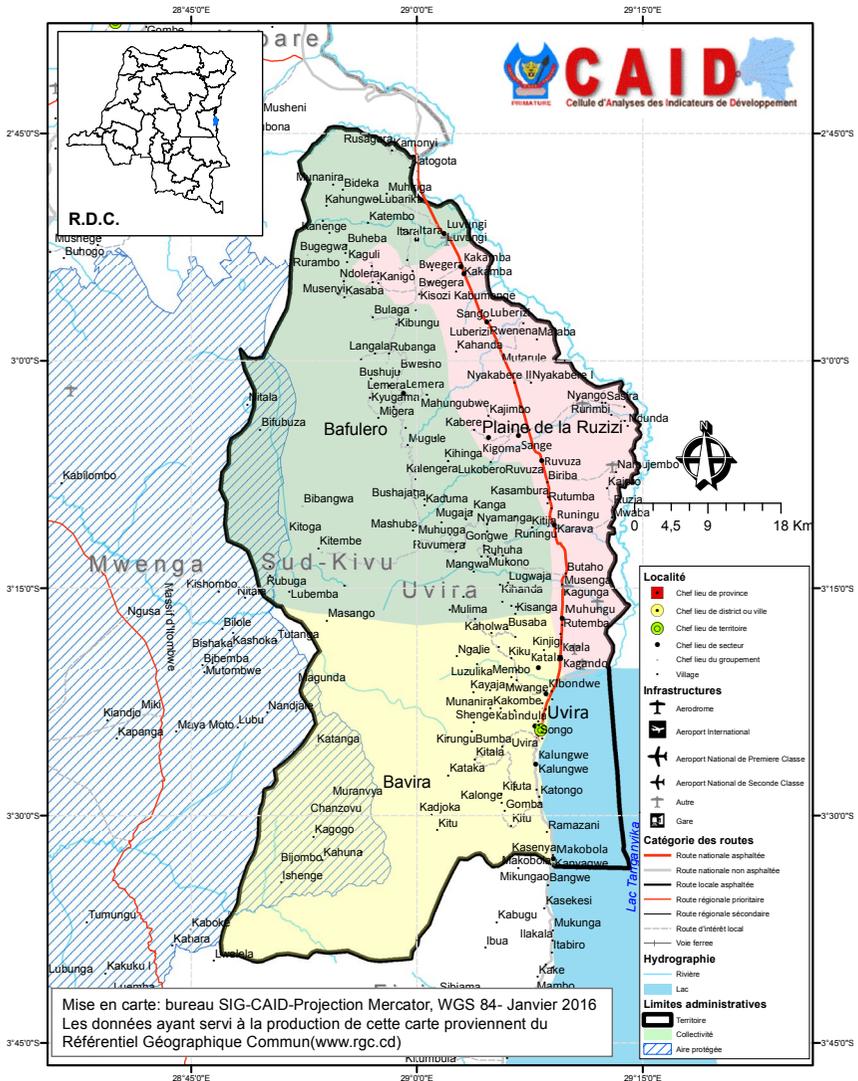
- Eriksson Baaz, Maria and Stern, Maria (2013): *Sexual Violence as a Weapon of War? Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond*. Zed Books, London and New York.
- Eriksson Baaz, Maria and Verweijen, Judith (2014): *Arbiters with guns: The ambiguity of military involvement in civilian disputes in the DR Congo*, Third World Quarterly, (35)5, 803–820.
- Eshiba, Ngoy Mutamba (1997) : *Histoire politique de Luvungi*. Travail fin d'étude en Histoire et Sciences Sociales, ISP/ Bukavu.
- Human Rights Watch (2019): *DR Congo: No justice for 2014 massacre. Attack on ethnic Bafuliro in Mutarule killed at least 30 civilians*, <https://www.hrw.org/news/2019/06/06/dr-congo-no-justice-2014-massacre>
- International Crisis Group (2013): *Understanding Conflict in Eastern Congo (I): The Ruzizi Plain*, Africa Report No. 206, International Crisis Group, Nairobi/ Brussels.
- International Crisis Group (2020): *Averting Proxy Wars in the Eastern DR Congo and Great Lakes*, Africa briefing, 150, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/b150-averting-proxy-wars-eastern-dr-congo-and-great-lakes>.
- Interpeace (2015): *From rivals to running mates. Seeking peace in eastern Congo*, <http://www.interpeace.org/2015/10/from-rivals-to-running-mates-seeking-peace-in-eastern-congo/>.
- Jeune Afrique (2015) : *Burundi : l'armée ne dévoile pas l'identité du groupe rebelle impliqué dans une attaque dans le Nord*, <https://www.jeuneafrique.com/36403/politique/burundi-l-arm-e-ne-d-voile-pas-l-identit-du-groupe-rebelle-impliqu-dans-une-attaque-dans-le-nord/>.
- Kivu Security Tracker (2019): *Atrocities, populations under siege, regional tensions: What is happening in Minembwe?*, Kivu Security Tracker, <https://blog.kivusecurity.org/atrocities-populations-under-siege-regional-tensions-what-is-happening-in-minembwe/#comment-415>.
- Mugangu Matabaro, Séverin (2008) : *La crise foncière à l'est de la RDC*. In Marysse S., Reyntjens F., and Vandegiste, S. (eds) *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007–2008*, 385–414, l'Harmattan, Paris.
- Mathys, Gillian (2014): *People on the Move. Frontiers, Borders, Mobility and History in the Lake Kivu region 19th–20th century*, PhD dissertation, Ghent University.
- Muchukiwa, Bosco (2006): *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu (R.D.Congo)*, l'Harmattan, Paris.
- Nimubona, Désiré (2019): *Clashes between Burundi forces and Congo militia leaves 14 dead*, Bloomberg, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-10-23/clashes-between-burundi-forces-and-congo-militia-leaves-14-dead>.
- Oussou, Laurent Sam (2014): *Martin Kobler in Mutarule, DRC's South-Kivu province to comfort local population inter-ethnic clashes*, MONUSCO United Nations Organization Stabilization Mission in the DR Congo, <https://monusco.unmissions.org/en/martin-kobler-mutaruledrc%E2%80%99s-south-kivu-province-comfort-local-population-inter-ethnic-clashes>
- Paddon, Emily and Lacaille, Guillaume Lacaille (2011): *Stabilising the Congo, Forced Migration Policy Briefing 8*, University of Oxford, Refugees Study Centre, Oxford.

- Province du Sud-Kivu (2015) : *Stratégie provinciale et plan d'action pour la province du Sud Kivu*, STAREC and ISSS
- Radio Maendeleo (2019) : *Affaire Luvungi: Luc Mulimbalimba devra enfin comparaître devant la Haute Cour Militaire*, <https://www.radiomaendeleo.info/2019/06/21/news/affaire-luvungi-luc-mulimbalimba-devra-enfin-comparaître-devant-la-haute-cour-militaire/>.
- Radio France Internationale (2014) : *RDC: le mystère de la présence des forces burundaises à Kiliba*, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20141001-rdc-le-mystere-presence-forces-burundaises-kiliba>.
- Radio Okapi (2018) : *Sud-Kivu : des morts enregistrés dans les affrontements entre rebelles et armée burundaise*, <https://monusco.unmissions.org/en/martin-kobler-mutaruledrc-s-south-kivu-province-comfort-local-population-inter-ethnic-clashes>.
- Radio Okapi (2020) : *Sud-Kivu : des détonations d'armes lourdes et légères entendues à Ruzizi*, <https://www.radiookapi.net/2020/03/06/actualite/securete/sud-kivu-des-detonations-darmes-lourdes-et-legeres-entendues-ruzizi>.
- Rafti, Marina (2006): *South Kivu: A Sanctuary for the Rebellion of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda*, IOB Discussion Papers 2006/05, Universiteit Antwerpen, Institute of Development Policy.
- Reuters (2019): *Rwanda detains rebel leader from group behind deadly attacks: minister*, <https://www.reuters.com/article/us-rwanda-security/rwanda-detains-rebel-leader-from-group-behind-deadly-attacks-minister-idUSKCN1S61AG?il=0>.
- Rolley, Sonia (2020) : *Militaires rwandais en RDC: quelles preuves? (2/2)*, Radio France Internationale, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200423-militaires-rwandais-en-rdc-queelles-preuves-22>.
- Search for Common Ground (2014) : *Analyse de conflit et évaluation des besoins en stabilisation – Hauts Plateaux de Mwenga et Plaine de la Ruzizi*.
- SOS Médias Burundi (2019) : *Société - RDC: Mariage de Kinyoni III, Roi de la communauté des Barundi*, <https://www.facebook.com/sosmediasburundi/posts/2349745895087436/>
- United Nations, Security Council (2009): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2009/603*.
- United Nations, Security Council (2012): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2012/843*.
- United Nations, Security Council (2015): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2015/19*.
- United Nations, Security Council (2016): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2016/466*.
- United Nations, Security Council (2017): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2017/672*.
- United Nations, Security Council (2018): *Final Report of the UN Group of Experts on the DR Congo, S/2018/113*.
- Uvira Online (2016): *Lemera-RDC: Intronisation de Mwami Mukogabwe II Muzima Wa Simba Albert*. <https://uviraonline.com/intronisation-de-mwami-mukogabwe-ii-muzima-wa-simba-albert/>.
- Uvira Online (2016b) : *Mutarule-RDC: Des munitions et armes lourdes appréhendées à Mutarule*, <https://uviraonline.com/des-munitions-et-armes-lourdes-aprehendees-a-mutarule/>
- Van Acker, Frank (2005): *Where did all the land go? Enclosure & social struggle in Kivu (D.R.Congo)*. *Review of African Political Economy* (32)103, 79-98.

- Van Leeuwen, Mathijs, Nindorera, Joseph, Nzweve, Jean Louis Kambale and Corbijn, Corita (2020): *The "local turn" and notions of conflict and peacebuilding—Reflections on local peace committees in Burundi and eastern DR Congo*, *Peacebuilding* (8)3, 279–299.
- Verhaegen, Benoît (1966): *Rebellions au Congo. Tome 1*, CRISP, IRES and INEP, Brussels and Leopoldville.
- Verweijen, Judith (2013): *Anatomy of a feeble analysis: A critical reading of Crisis Group's latest report on the DR Congo*, Mats Utas' blog, <https://matsutas.wordpress.com/2013/07/30/anatomy-of-a-feeble-analysis-a-critical-reading-of-crisis-groups-latest-report-on-the-dr-congo-by-judith-verweijen/>.
- Verweijen, Judith (2013b): *Rebels in suits: Tackling civilian support networks of armed groups in the eastern DR Congo*, Suluhu, <https://suluhu.org/2013/10/31/amani-itakuya-rebels-in-suits-tackling-civilian-support-networks-of-armed-groups-in-the-eastern-dr-congo/>
- Verweijen, Judith (2015): *From autochthony to violence? Discursive and coercive social practices of the Mai Mai in Fizi, eastern DR Congo*. *African Studies Review*, (58)2, 157–180.
- Verweijen, Judith (2015b): *Understanding the recent operations against FNL/Nzabampema*. Congo Research Group, <http://congoreserchgroup.org/guest-blog-understanding-recen/>.
- Verweijen, Judith (2015c): *The making of conflict in the eastern Congo: Trouble in the Ruzizi Plain*. Rift Valley Institute Usalama II blog, <http://riftvalley.net/news/making-conflict-eastern-congo-trouble-ruzizi-plain#.Xdmtby10eu4>.
- Verweijen, Judith (2015d): *The disconcerting popularity of popular in/justice in Fizi/Uvira, eastern DR Congo*, *International Journal on Minority and Group Rights* (22)3, 335–359.
- Verweijen, Judith and Vlassenroot, Koen (2015): *Armed mobilisation and the nexus of territory, identity, and authority: The Banyamulenge's contested territorial aspirations in eastern DR Congo*. *Journal of Contemporary African Studies*, (33)2, 191–212.
- Verweijen, Judith (2016): *A Microcosm of Militarization: Conflict, Governance and Armed Mobilization in Uvira*, Rift Valley Institute, London.
- Verweijen, Judith (2019): *Violent Cities. Violent Society. Understanding Urban Violence in the Eastern Congo*, Rift Valley Institute, London.
- Vlassenroot, Koen (2013): *South Kivu. Identity, Territory and Power in the Eastern Congo*, Rift Valley Institute, London.
- Wood, Elisabeth Jean (2018): *Rape as a practice of war: Toward a typology of political violence*. *Politics & Society* (46)4, 513–537.
- World Bank (2016): *Democratic Republic of Congo: Regional Great Lakes Integrated Agriculture Development Project: Environmental and social reports summary*, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/401011467732861610/pdf/106392-BR-P143307-Box396267B-OUO-9-IDA-SecM2016-0116.pdf>
- Young, Crawford (1965): *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1965

ANNEX: Carte de la plaine de la Ruzizi

CARTE ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE D'UVIRA



SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

